

*double*

Petite Bibliothèque de l'Internationale Syndicale Rouge V.

---

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

# Thèses et Résolutions

adoptées au

II<sup>ème</sup> CONGRÈS DE  
L'INTERNATIONALE  
SYNDICALE ROUGE

---

Moscou - Novembre 1922

Préface de DRIDZO-LOZOVSKY

---

LIBRAIRIE DU TRAVAIL

96, Quai Jemmapes - PARIS-X<sup>e</sup>

Prix : 1 fr. 25

Thèses et Résolutions  
du II<sup>e</sup> Congrès de l'I. S. R.

Peite Bibliothèque de l'Internationale Syndicale Rouge V.

Proletaires de tous les pays, unissez-vous !

# Thèses et Résolutions

adoptées au

II<sup>ème</sup> CONGRÈS DE  
L'INTERNATIONALE  
SYNDICALE ROUGE

Moscou - Novembre 1922

Préface de DRIDZO-LOZOVSKY

LIBRAIRIE DU TRAVAIL

96, Quai Jemmapes - PARIS-X<sup>e</sup>

## TABLE DES MATIÈRES

---

I. Résolution sur le rapport moral du Bureau Exécutif .....	7
II. Questions d'organisation .....	9
III. L'offensive du capital, l'activité scissionniste des gens d'Amsterdam et la lutte pour le front unique .....	28
IV. L'Internationale Communiste et l'I. S. R.....	38
V. Le chômage et la vie chère .....	43
VI. La lutte contre le militarisme et l'impérialisme	46
VII. Les syndicats et la coopération .....	49
VIII. Le mouvement syndical dans les pays coloniaux et semi-coloniaux .....	51
Statuts de l'Internationale Syndicale Rouge .....	57
Appels et messages .....	65



## Préface

---

Le II<sup>e</sup> Congrès de l'I. S. R. a clos une période du mouvement révolutionnaire international. Le travail de l'I. S. R. a montré quelles difficultés le mouvement ouvrier mondial est appelé à surmonter. Ce mouvement est disparate. Il a bien des traditions, bien des survivances qui ne disparaîtront qu'au cours de ses luttes. L'I. S. R. avait à faire la somme des éléments communs à l'ensemble du mouvement international et aussi de son inexpérience révolutionnaire totale pour qu'elle devint le patrimoine et l'auxiliaire de tous les travailleurs révolutionnaires. Tâche ardue, minutieuse et grande, requérant de l'ardeur et de la tenue.

Le deuxième Congrès a élargi les cadres de notre activité en attirant l'attention du prolétariat révolutionnaire sur diverses questions pratiques. Quatre questions l'ont absorbé : le front unique, l'unité syndicale, l'organisation, les rapports avec les syndicalistes-libertaires.

Le front unique n'a pas eu d'adversaires. Il y en avait voici quelques mois ; mais la vie est un maître sévère. Elle a prouvé que la tactique du front unique, au lieu d'être (une invention des bolchéviks moscovites, est la seule qui s'impose au prolétariat d'Europe et d'Amérique. Et si l'I. C. et l'I. S. R. l'ont préconisée, ce n'est pour elles qu'un mérite de plus. Au II<sup>e</sup> Congrès on n'a parlé que de l'application du front uni et de façon toute pratique.

Il parut évident au Congrès que la continuation des scissions serait pour la classe ouvrière la cause d'une débilité redoutable. L'I. S. R. a fait son possible pour éviter les scissions et proposé à maintes reprises, aux gens d'Amsterdam, de mettre un terme à la division du mouve-

ment syndical. La persévérante volonté de scission des hommes d'Amsterdam nous a obligés à les combattre tout en résistant au capital, d'où une fâcheuse déperdition de forces.

Comment atteindre l'unité ? Dans toutes ses résolutions, l'I. S. R. a déclaré être prête, dans ce but, à toutes les concessions. Mais il va sans dire qu'on ne peut réaliser l'unité que si les travailleurs révolutionnaires bénéficient de garanties minimum. Les réformistes réclament l'unité, mais quand la C. G. T. U. française leur propose de tenir un congrès sur les bases de la représentation proportionnelle, ils répondent avec hauteur qu'ils sont la majorité et qu'on n'a qu'à adhérer à leurs organisations. Même chose en Tchéco-Slovaquie. Nous sommes prêts à réaliser l'unité, à la condition que la liberté de propagande soit assurée aux minorités réformiste ou révolutionnaire, tenues d'ailleurs d'observer dans l'action contre la bourgeoisie une stricte discipline. A cet égard, les résolutions du II<sup>e</sup> Congrès sont on ne peut plus claires.

Nous travaillons obstinément à la fusion des organisations parallèles — à la condition que soient réintégrés les exclus — et à la formation du front unique contre la réaction.

Cette question de l'unité dominait celle de l'organisation, à laquelle le Congrès a dû donner une réponse. L'affermissement des syndicats est apparu au Congrès comme le premier devoir des travailleurs. Le Congrès comprenait que l'affermissement des syndicats peut être incompris et servir momentanément les réformistes ; mais il a passé outre ces considérations. L'affermissement des syndicats, c'est l'affermissement de la classe ouvrière et de la révolution sociale. De ce point de vue, le Congrès a étudié la situation dans chaque pays, tout en assignant à tous les ouvriers révolutionnaires les buts prochains : front unique, affermissement des syndicats, combat pour le communisme sur les bases des revendications quotidiennes de la classe ouvrière.

Le Congrès a dû résoudre la question des fédérations internationales d'industrie. Celles-ci sont, comme on sait, au pouvoir des réformistes d'Amsterdam et excluent systématiquement les organisations révolutionnaires sous le prétexte qu'elles adhèrent à l'I. S. R. Les secrétariats internationaux d'industrie, exclusivement européens du reste, n'ont pas hésité à prononcer l'exclusion d'un grand

nombre de syndiqués d'Europe et à fermer leurs portes à ceux des autres parties du monde. Dès sa fondation, l'I. S. R. s'est prononcée contre la fondation immédiate de nouvelles fédérations internationales révolutionnaires. Mais, ne pouvant consentir à l'éparpillement des organisations rouges, elle s'est prononcée, à son premier congrès pour la formation de Comité Internationaux de Propagande, correspondant aux fédérations d'industrie, autour desquels devaient se grouper les syndicats révolutionnaires. Le but de ces comités était en fin de compte de réaliser l'unité des fédérations internationales. Bien que des camarades aient été favorables à la création de fédérations révolutionnaires internationales, le II<sup>e</sup> Congrès s'est exprimé dans le sens contraire. Il a souligné son désir d'unité dans ce domaine et prescrit aux révolutionnaires de travailler à la réalisation de cette unité. Les organisations rouges devront demeurer adhérentes aux Comités de propagande et continuer leur action dans la voie tracée antérieurement au Congrès. Désormais, l'unité des fédérations d'industrie internationales dépend des secrétariats d'Amsterdam. L'I. S. R. a fait son possible. Nous restons résolu à réaliser l'unité même contre la ferme volonté des scissionnistes réformistes.

Le II<sup>e</sup> Congrès a tranché la question des rapports entre l'I. C. et l'I. S. R., ou plutôt entre les communistes et les syndicalistes. Les syndicalistes-libertaires ont soumis à une critique acerbe et violente les résolutions du I<sup>er</sup> Congrès, surtout celles concernant la liaison organique avec l'I. C. Les syndicalistes français, parmi lesquels nous avons vu, au premier Congrès, s'esquisser à ce sujet plusieurs tendances, se sont mis à la tête du mouvement. La tendance des « purs syndicalistes » a vu dans la liaison organique entre l'I. C. et l'I. S. R. une raison de créer une nouvelle Internationale syndicaliste, complètement indépendante de l'I. C., complètement autonome. Quelques groupes dans quelques pays se sont orientés dans ce sens : localistes allemands, syndicalistes italiens, suédois, hollandais. Autonomie, indépendance : tels ont été continuellement les mots d'ordre des syndicalistes-libertaires contre l'I. S. R. Mais il y eut aussi parmi les syndicalistes une assez forte tendance qui, se situant entièrement sur la même plateforme que les communistes, admettant la dictature du prolétariat, voulut collaborer avec eux, pensant toutefois que la collaboration entre l'I. C. et l'I. S. R. ne devait pas revêtir un caractère organique. Parmi ces syndicalistes, —

dont le point de vue est qu'ils sont, et non les communistes, à l'avant-garde du mouvement ouvrier, — le besoin du front unique avec les communistes se faisait sentir. Cette aspiration se fit jour dans les résolutions du congrès de Saint-Etienne et dans les propositions de la délégation française au II<sup>e</sup> Congrès. Pour les communistes, la question était claire. Nos camarades syndicalistes n'exprimaient, pensions-nous, que de vieux préjugés; mais comme c'étaient ceux d'ouvriers révolutionnaires animés d'un réel désir d'action, ceux d'un nombre d'organisations et non de quelques personnalités, les communistes leur ont, tout à fait consciemment, cédé afin de réaliser le front unique contre le réformisme et le capitalisme. Plusieurs projets de résolutions présentés par diverses délégations furent motivés à peu près de cette façon. Désireux de faire bloc avec les syndicalistes révolutionnaires, nous cédon dans l'espoir que l'action ultérieure démontrera la justesse du point de vue communiste. En adoptant une semblable résolution, le Congrès a clôturé le débat entre l'I. S. R. et les organisations syndicalistes-libertaires.

Pour plus de netteté encore, le Congrès a adressé un manifeste aux organisations syndicalistes-libertaires de tous les pays et à la Conférence de Berlin, en les conviant à adhérer à l'I. S. R. au lieu de s'acharner à diviser le mouvement syndicaliste international, et à y travailler, avec les ouvriers révolutionnaires de tous les pays, à la libération de la classe ouvrière.

Notons encore qu'on s'est occupé du mouvement syndical dans les pays coloniaux et demi-coloniaux. L'I. S. R. est réellement une organisation internationale, tandis que la F. S. I. d'Amsterdam n'est qu'européenne. Ceci doit entrer en ligne de compte. A Java, en Chine, aux Indes, le mouvement ouvrier se développe impétueusement. La Révolution russe a suscité des forces nouvelles. Dans ces pays, le mouvement ouvrier est encore teinté de nationalisme, surtout là où s'impose la lutte contre un conquérant étranger. L'esprit de classe se fait néanmoins sentir de plus en plus nettement dans ce formidable torrent révolutionnaire. Et le devoir de l'I. S. R. comme celui de l'I. C. est de donner à ce mouvement de classe une forme de plus en plus précise et profondément révolutionnaire, de le pénétrer d'un esprit communiste afin qu'il donne, dans le combat contre le capital étranger et national, le maximum de résultats.

Le II<sup>e</sup> Congrès a surtout été un congrès pratique. Il s'est principalement occupé de questions d'organisation et d'activité pratique. Nos principes généraux avaient déjà été arrêtés par le I<sup>er</sup> Congrès. Notre programme est fixé dans son ensemble. Les travailleurs de tous les pays savent les buts que nous poursuivons. Il ne s'agit plus que du choix des méthodes les plus propres à nous les faire atteindre. Le II<sup>e</sup> Congrès a approuvé le programme d'action élaboré par le premier, parce qu'il résume l'expérience du mouvement syndical révolutionnaire de tous les pays.

Le II<sup>e</sup> Congrès ne s'est pas dissimulé une minute l'étendue des difficultés que le mouvement syndical révolutionnaire doit vaincre. Des dizaines de millions de prolétaires suivent encore les réformistes. Des millions et des millions d'ouvriers suivent des catholiques, des démocrates, des protestants. Des dizaines et des dizaines de millions d'autres sont encore en dehors de toute espèce d'organisation. En présence d'une classe ouvrière dont une fraction organisée appuie le capitalisme, nous avons dû arrêter une tactique et un programme adéquats.

La F. S. I. d'Amsterdam, incarnation des éléments conservateurs de la classe ouvrière, s'enorgueillit de ses milliers d'adhérents. Nous convenons de la supériorité numérique de ses effectifs sur les nôtres. Mais elle n'est qu'une organisation européenne, tandis que nous sommes une organisation mondiale. Mais elle renferme à la fois des éléments passifs, réformistes, très nombreux et d'autres qui sympathisent avec nous, tandis que l'I. S. R. n'embrasse que des ouvriers unis par une réelle communauté de programme et de tactique. Mais elle n'a pas de partisans parmi nous, tandis que nous en avons parmi ses adhérents. Nous sommes d'autant plus forts, elle est d'autant plus faibles.

Nous ne surestimons pas nos forces, mais nous ne voulons pas non plus les mésestimer. Le II<sup>e</sup> Congrès de l'I. C. nous a montré combien est déjà grande l'influence des idées révolutionnaires dans le mouvement syndical international. Les travailleurs d'Europe, d'Asie, d'Afrique et d'Australie viennent vers le drapeau rouge de l'I. S. R., parce qu'ils y lisent « guerre à mort au capitalisme, au nom du pouvoir de la classe ouvrière! »

Quand vaincrons-nous? Notre II<sup>e</sup> Congrès ne pouvait l'annoncer. Mais il lui appartenait d'affirmer, et il l'a fait,

notre action systématique, concertée, opiniâtre d'entraînement et de concentration des masses dans une incessante bataille contre la bourgeoisie. Voilà qui nous rapprochera du but.

Dans la longue route que le prolétariat international doit parcourir vers l'émancipation, le II<sup>e</sup> Congrès de l'I. S. R. restera une importante étape. Le prolétariat mondial a fait un pas de plus vers l'organisation de ses forces. Il subira encore bien des défaites partielles ; mais il forge dans ses luttes et ses revers les grandes associations mondiales, — l'Intersyndicale Communiste et l'Internationale des Syndicats Rouges — qui le conduiront à la victoire définitive.

A. LOZOVSKI.

## I. RESOLUTION SUR LE RAPPORT MORAL DU BUREAU EXECUTIF

---

Après avoir entendu le rapport moral, le 2<sup>e</sup> Congrès mondial des syndicats révolutionnaires constatant que le B. E. a rempli le travail que lui avait confié le 1<sup>er</sup> congrès, décide :

1. — D'approuver l'activité du Bureau Exécutif dirigée vers l'instauration du front unique dans le but de résister à l'offensive du Capital et de grouper les masses ouvrières en vue de la préparation de l'offensive prolétarienne.

2. — Le congrès approuve les offres réitérées d'action commune faites par le Bureau Exécutif à l'Internationale d'Amsterdam, et constate que si l'action commune n'a pas pu être réalisée, la faute en incombe entièrement à l'Internationale d'Amsterdam qui aime mieux collaborer avec la bourgeoisie qu'avec les ouvriers révolutionnaires.

3. — Le congrès approuve les efforts du Bureau Exécutif pour grouper au sein de l'I. S. R. toutes les organisations anarcho-syndicalistes en vue d'une lutte commune contre la bourgeoisie et le réformisme.

4. — Le congrès approuve l'attitude du Bureau Exécutif vis-à-vis de la tentative de scission du mouvement révolutionnaire international des syndicats par la création d'une Internationale soi-disant « indépendante », mais anarcho-syndicaliste en fait.

5. — Le congrès tient à noter tout spécialement que certains groupements anarchistes, militant dans le mouvement syndical, établissent souvent, au cours de leurs interventions contre l'I. S. R. un front unique avec les réformistes et la bourgeoisie contre le prolétariat révolutionnaire de Russie et contre la Révolution Russe.



6. — Le congrès constate la nécessité de renforcer l'influence et le rôle de comités internationaux par industries, et charge le nouveau Bureau Exécutif de renforcer sur le terrain d'un programme d'action concret leur activité pratique d'organisation et de propagande, dirigée vers la concentration de toutes les forces révolutionnaires du mouvement syndical suivant des organisation d'industrie agissant sur un plan international.

7. — Constatant qu'il n'a pas été possible jusqu'à présent d'établir une liaison suffisante entre les organisations adhérentes à l'I. S. R. et leur centre, le congrès estime que la tâche la plus importante du nouveau Bureau Exécutif consistera à réaliser une liaison permanente et systématique avec toutes les organisations, à élargir et à approfondir les travaux consacrés à l'éducation et au groupement des masses pour la préparation de syndicats trempés dans la bataille, qui renverseront la bourgeoisie et instaureront la dictature prolétarienne.



## II. QUESTIONS D'ORGANISATION

### 1° Partie générale

1. — Les syndicats ouvriers ont pris naissance comme organes de résistance à l'exploitation de la main-d'œuvre. A un certain stade du développement des contradictions capitalistes, les syndicats se transforment d'organes de résistance à des entrepreneurs isolés en organes d'offensive contre le régime capitaliste tout entier. La différence entre les syndicats réformistes et les syndicats révolutionnaires consiste dans ceci : que les syndicats réformistes veulent lutter contre les côtés négatifs du capitalisme, alors que les syndicats révolutionnaires mettent en avant, comme tâche essentielle, le renversement de la domination capitaliste. Les réformes sont le but de l'action des syndicats amsterdamistes, alors que pour les syndicats révolutionnaires les réformes ne sont qu'un produit secondaire de leur lutte.

2. — Une soudure s'est opérée pendant la guerre entre les couches supérieures des syndicats et l'Etat bourgeois : les syndicats ouvriers sont devenus la base et le fondement de la dictature bourgeoise. Les crises d'après guerre, le chômage et l'appauvrissement des masses ont provoqué un sourd mécontentement qui força les classes dominantes à proclamer l'ère des réformes sociales. Dans cette période, la bureaucratie syndicale intervient en qualité de champion des réformes sociales qui prennent fin simultanément avec le premier reflux de la vague révolutionnaire.

3. — Le reflux du mouvement ouvrier marque le commencement d'une offensive méthodique, systématique du capital contre toutes les conquêtes élémentaires des

ouvriers. Une transformation intérieure s'opère dans les syndicats sur le terrain de cette poussée systématique exercée par la bourgeoisie. Et tout d'abord, les syndicats se contractent. Une certaine partie des ouvriers, désabusés par la stérilité syndicale au point de vue des réformes et par l'impuissance des syndicats à résister si peu que ce soit à l'offensive capitaliste, s'émiette. La partie la plus active quitte les vieilles positions ; un déplacement énorme, de droite à gauche, s'effectue sans arrêt, dans les couches profondes qui passent des positions réformistes aux positions révolutionnaires. Les syndicats sont organiquement liés par en haut à l'Etat bourgeois alors que les masses cherchent convulsivement dans la révolution une issue à l'impasse dans laquelle se trouve actuellement la classe ouvrière.

4. — Ainsi donc, une profonde fermentation s'effectue dans le cadre des vieux syndicats, ainsi qu'un regroupement des forces. Le déplacement des masses vers la gauche met en danger les positions de la bureaucratie syndicale et toute leur politique. Ainsi, simultanément, avec une profonde fermentation dans les masses, et avec les aspirations de celles-ci à trouver une issue, la bureaucratie syndicale exerce une pression sur les éléments révolutionnaires pour chasser des syndicats leurs centres d'organisation capables de donner à l'énergie révolutionnaire des masses un but et des tâches précises. L'exclusion des révolutionnaires devient la méthode essentielle de lutte des réformistes, car c'est là l'unique moyen pour eux d'ajourner leur chute et la chute de tout le système capitaliste.

5. — Plus la lutte s'exacerbe entre le travail et le capital et plus le but de l'aile révolutionnaire du mouvement ouvrier devient évident. D'organes de self-défense dans le cadre du régime capitaliste, les syndicats doivent se transformer en organes du renversement de la domination capitaliste et de l'instauration de la dictature prolétarienne. A mesure que ces tâches pratiques se posent avec plus d'acuité à la classe ouvrière, le conservatisme ouvrier se fait plus agressif, conservatisme qui a trouvé son incarnation la plus frappante dans les organisations syndicales réformistes et qui s'exerce non seulement contre notre but, mais aussi contre nos méthodes et les moyens de réalisation des tâches qui se posent à nous.

## 2° Lutte pour la consolidation des Syndicats

6. — Les dévastations causées par l'offensive capitaliste dans les syndicats représentent un danger énorme pour la classe ouvrière. Aussi, la tâche la plus importante de la prochaine période consiste dans la lutte pour le regroupement des ouvriers dispersés, pour l'augmentation de la force et de la puissance des syndicats, pour l'attraction des larges masses dans les organisations syndicales. Pas un ouvrier ne doit rester en dehors des syndicats, — tel est notre mot d'ordre. Et il faut résister énergiquement à toute tentative de retrait des syndicats, quels que soient les motifs d'un tel retrait.

7. — Il est surtout important de lutter contre la théorie qui tend à justifier l'abandon des syndicats pour des considérations révolutionnaires. Il y a encore certains groupes peu importants d'ouvriers qui pensent faire montre d'esprit révolutionnaire en sortant des syndicats. Ils déclarent qu'il n'y a rien à attendre des syndicats et pensent faire avancer la cause de la révolution sociale en créant de petits syndicats nains. Mais quel que révolutionnaire que soit l'esprit de ces camarades, leur propagande doit être énergiquement combattue, car ils n'aboutissent tout au plus qu'à ériger en principe leur faiblesse : s'il n'y a rien à attendre des syndicats réformistes groupant les masses, la question de la révolution sociale perd son actualité, car la révolution sociale est impossible sans les ouvriers organisés syndicalement.

8. — La lutte pour la consolidation des syndicats ne peut aboutir à des résultats sérieux qu'à condition d'être basée non uniquement sur un principe abstrait, mais sur le terrain d'un programme pratique. Les larges masses ne peuvent être attirées dans les syndicats qu'à l'aide d'un travail inlassable et systématique pour les revendications et les besoins quotidiens et pratiques des ouvriers. Le meilleur moyen de consolider les syndicats consiste donc dans l'initiative de lutte pratique et dans l'élaboration d'un programme concret d'action.

## 3° Les revendications partielles et le but final

9. — L'élaboration d'un programme d'action à l'usage de chaque pays et de chaque industrie doit être la tâche la plus importante des partisans de l'I. S. R. Il faut mener

l'action la plus énergique contre les tentatives de présenter la lutte pour les revendications partielles comme un reniement des principes révolutionnaires. Le révolutionnarisme ne consiste pas à répéter des phrases révolutionnaires, il consiste à appliquer le programme fixé à l'aide de méthodes révolutionnaires. Des revendications partielles identiques seront défendues différemment par les syndicats réformistes et les syndicats révolutionnaires. Pour les syndicats réformistes, les revendications partielles sont un but, alors que pour les syndicats révolutionnaires elles ne sont qu'un moyen de souder et d'organiser les masses en vue de la lutte ultérieure. La lutte pour les revendications partielles ne nous éloigne pas de notre but, elle nous rapproche de ce but. Il faut combattre le préjugé anarchiste suivant lequel la lutte pour les revendications partielles porterait atteinte à notre dignité révolutionnaire. C'est là un verbalisme dangereux qui entrave l'organisation des masses et la préparation de l'action révolutionnaire.

10. — La tâche des partisans de l'I. S. R. consiste à mener tout le travail pour les revendications partielles avec l'objectif de notre but final. Les contradictions ne surgissent entre les revendications partielles et le but final que lorsque nous séparons l'un de l'autre ces deux éléments de notre lutte. La propagande abstraite du but final peut affaiblir les organisations syndicales, celles-ci groupant les ouvriers de toutes les tendances. Au contraire, l'action pratique de nos organisations, le programme concret, la lutte systématique et tenace pour les intérêts quotidiens des ouvriers, — attirera dans nos rangs toujours de nouvelles couches ouvrières qui, dès qu'elles auront traversé l'école élémentaire de la lutte de classes, s'élèveront à la conscience communiste.

#### 4° La lutte contre l'exclusion des partisans de l'I. S. R.

11. — Le déplacement toujours plus fort des masses vers la gauche incite la bureaucratie syndicale à écraser mécaniquement l'opposition. Suivant les pays et les forces en présence, la bureaucratie syndicale recourt à différentes formes et méthodes de lutte, depuis l'exclusion des individus et groupes jusqu'à l'exclusion de plusieurs centaines de milliers d'ouvriers. La tâche des partisans de l'I. S. R.

est évidente. Il s'agit de lutter avec acharnement contre l'exclusion de l'opposition. Cette lutte doit être menée par tous les moyens.

12. — Il faut faire comprendre aux masses les causes de ces exclusions. Il faut qu'à chaque réunion ouvrière, dans chaque usine et dans chaque fabrique la question soit posée de la réintégration des exclus. Il faut que cette question soit soumise au jugement des larges masses. Les discussions en petit comité, sont, à cet égard, entièrement stériles. On n'exclut pas l'opposition parce qu'elle brise la solidarité de classe, ni parce qu'elle refuse de prendre part à une lutte commune contre la bourgeoisie, on l'exclut parce qu'elle empêche la collaboration avec la bourgeoisie.

13. — Les exclus ne doivent pas rester un seul jour dispersés. Les formes de leur organisation peuvent varier suivant les conditions locales. Mais quelle que soit la forme d'organisation adoptée par les exclus, ils doivent lutter inlassablement pour leur réintégration tout en consolidant leur organisation sur le terrain de la lutte pratique contre le Patronat.

#### 5° Les minorités des vieux Syndicats et les Syndicats révolutionnaires indépendants

14. — La grande majorité des partisans de l'I. S. R. se trouve au sein des vieux syndicats réformistes ; ils sont organisés dans certains pays sous forme de fractions communistes, dans d'autres sous forme d'opposition, dans d'autres encore sous forme de ligues de propagande, etc. Grâce à la variété d'organisation et à ce fait que les minorités demeurent au sein des vieux syndicats, elles n'ont pas de limites organiques nettement marquées et peuvent être difficilement recensées. Mais il n'est pas douteux que ces minorités augmentent de jour en jour et font un travail de plus en plus sérieux, entravant l'action de trahison menée par les politiciens amsterdamistes. Ainsi donc, l'énorme masse des ouvriers révolutionnaires est organiquement liée à Amsterdam tout en étant idéologiquement et politiquement liée à Moscou.

15. — Les tâches des minorités adhérentes à l'I. S. R. consistent à prendre des formes arrêtées et à recenser exactement leurs effectifs. Il est un grand nombre de pays

ou il est fort difficile d'apprécier les limites auxquelles s'étend l'influence de la minorité adhérente à l'I. S. R. Ce défaut de recensement a des conséquences politiques sérieuses car les partisans de l'I. S. R. dans ce pays ne connaissent pas exactement leurs forces ni leurs possibilités. Le groupement méthodique des partisans de l'I. S. R., le recensement exact des forces, l'élaboration d'une ligne unique, des réunions préalables et fréquentes concernant les questions fondamentales du mouvement ouvrier, — sont la condition de toute action révolutionnaire. L'attention des partisans de l'I. S. R. doit être dirigée au premier chef sur la conquête des larges masses ouvrières dans les plus importantes branches d'industrie et régions industrielles. Chaque usine et chaque fabrique donnée doivent devenir la base de notre activité.

16. — Il y a presque dans tous les pays, à côté des minorités n'adhérant qu'idéologiquement à l'I. S. R., des organisations révolutionnaires indépendantes qui adhèrent également à l'I. S. R. La tâche la plus importante des partisans de l'I. S. R., partout où ils se trouvent, consiste à coordonner l'action, à collaborer étroitement et à réaliser une aide réciproque dans la lutte contre le réformisme et le capitalisme. La minorité des vieux syndicats et les syndicats révolutionnaires indépendants doivent absolument créer un comité d'action unique en vue d'un travail permanent et d'une collaboration commune.

## 6° Le Centralisme et le Fédéralisme

17. — Les conditions de la lutte contemporaine de la classe ouvrière exigent un maximum de tension et de concentration de ses forces. Même dans les pays à traditions corporatives fort anciennes et à mouvement syndical extrêmement divisé, un processus de fusion se produit. Mais ce processus de fusion des syndicats similaires retarde sensiblement sur les conditions de la lutte. Les vieilles habitudes et traditions ne survivent pas seulement dans les milieux réformistes, elles dominent encore l'esprit de nombreux militants révolutionnaires.

18. — De petits syndicats et de petites fédérations continuent à végéter sous le pavillon de l'autonomie et du fédéralisme, n'ayant pas de forces ni de moyens suffisants pour lutter contre le capital et refusant néanmoins d'unir

leurs forces avec celles des professions similaires. Un tel corporatisme qui se place sous le pavillon du fédéralisme s'observe en France, en Espagne et dans d'autres pays. La tâche des partisans de l'I. S. R. consiste à lutter énergiquement contre ce corporatisme voilé qui cause le plus grand mal à la lutte émancipatrice de la classe ouvrière. Il faut lutter énergiquement pour la création de fédérations centralisées d'industrie. Il faut tendre à concentrer les moyens et méthodes de lutte en vue d'une utilisation rationnelle de toutes les forces de la classe ouvrière. Un tel fédéralisme entrave dans les conditions actuelles le développement unique du mouvement ouvrier, il doit concentrer une résistance énergique et catégorique.

19. — Sur le terrain de cet égoïsme corporatif qui se survit, un fort mouvement a pris naissance dans les masses ouvrières de différents pays, aspirant à supprimer les divisions corporatives et à créer une organisation unique. Ce mouvement est, dans son essence, une saine protestation contre la division de la classe ouvrière en maigres organisations corporatives. Ce mouvement acquiert au cours de son développement dans certains pays (Tchécoslovaquie, Norvège, Australie, etc.) la forme d'un grand Syndicat unique possédant une caisse unique et des sections d'industrie. Une telle forme organique supprimant entièrement les syndicats d'industrie n'est pas conforme à notre but dans les conditions de lutte actuelles. C'est la forme à laquelle les syndicats aboutiront comme résultat d'une longue lutte pour la fusion des syndicats similaires et après la victoire de la révolution sociale. Le passage direct des syndicats corporatifs aux grands syndicats uniques peut amener des frottements intérieurs parmi les syndicats révolutionnaires. Aussi de tels actes d'organisation ne doivent être entrepris qu'avec la plus grande circonspection. La tâche la plus importante consiste à créer des fédérations centralisées d'industrie et une organisation générale centralisée dans chaque pays.

## 7° La lutte pour les Comités de fabrique et d'usine

20. — La création des comités de fabrique et d'usine constitue la condition la plus importante et l'instrument essentiel de la lutte révolutionnaire de classes. Les réformistes ont parfaitement apprécié l'importance des comités

de fabrique et d'usine. Partout où la domination bourgeoise était menacée (Allemagne, Autriche, Tchéco-Slovaquie) des comités de fabrique et d'usine furent créés et placés dans le cadre de la légalité, et c'est ce qui a permis de saboter la première étape de la lutte pour la création des comités de fabrique et d'usine révolutionnaires. La tâche la plus importante des partisans de l'I. S. R. consiste à utiliser et à révolutionnariser les comités de fabrique et d'usine existants et à en créer de nouveaux.

21. — Les comités de fabrique et d'usine sont les organisations primaires de l'unité de la classe ouvrière. Ils constituent la représentation toute naturelle de tous les ouvriers de chaque usine et entreprise, et l'activité de la classe ouvrière ne peut se manifester que si elle dispose de cette cellule organique primaire. Le comité de fabrique et d'usine doit englober tous les ouvriers de chaque entreprise donnée. Un grand danger réside pour le mouvement syndical révolutionnaire dans le fait de parler des comités de fabrique et d'usine sans réaliser une lutte sérieuse et conséquente pour la mise en pratique de ce mot d'ordre. Les partisans de l'I. S. R. doivent faire une propagande et une agitation incessantes en faveur des comités de fabrique et d'usine, en créant ces organismes toutes les fois que la moindre possibilité s'en présente.

22. — Les périodes de conflit et de fermentation des masses sont particulièrement favorables à la création des comités de fabrique et d'usine. Aussitôt qu'une grève éclate, outre la création d'un comité de grève, un comité de fabrique et d'usine doit être élu par tous les ouvriers dans un but de liaison avec le comité de grève et avec le syndicat. Ce comité de fabrique et d'usine doit servir d'intermédiaire entre la masse, le syndicat et le comité de grève. Cette représentation ouvrière créée dans le processus de la lutte s'assurera une place dans le mouvement ouvrier alors même que la grève aura été finie. Les ouvriers auront toujours recours au comité de fabrique et d'usine dans tous les moments sérieux de la lutte.

23. — La lutte même pour les comités de fabrique et d'usine ne doit pas avoir un caractère de propagande abstraite, elle doit être liée à la situation concrète de la classe ouvrière et de l'industrie en cause, les comités de fabrique et d'usine devant avoir des tâches bien concrètes et bien définies. Dans ce but, il faut que le programme d'action élaboré par la Centrale Syndicale et les syndicats

séparés solutionne certains points et certaines tâches pratiques propres au comité de fabrique et d'usine de l'industrie en cause. La lutte pour la création des comités de fabrique et d'usine entraînera également les ouvriers non syndiqués et les obligera à réagir contre les persécutions encourues par leurs représentants. Elle soudera l'avant-garde de la classe ouvrière avec toute la masse. La lutte pour la création des comités de fabrique et d'usine et l'action révolutionnaire au sein de ceux-ci sera la meilleure garantie contre le bureaucratisme qui ronge les organisations ouvrières.

### 8° Nos tâches dans les pays les plus importants

24. — En Allemagne où le foyer du travail des partisans de l'I. S. R. se trouve dans les vieux syndicats, notre tâche consiste à renforcer notre travail et à fixer organiquement le déplacement politique des masses vers la gauche. Les fractions révolutionnaires doivent se rendre un compte exact de leurs forces réelles. Elles doivent, dans toutes les questions touchant les syndicats, réaliser en temps voulu l'unité de tous les éléments conscients dans la lutte pour des tâches concrètes. Les fractions des syndicats d'industrie doivent se grouper, plus intimement que par le passé, sur le plan local, régional et national. Pour préparer idéologiquement et organiquement le passage au système des syndicats d'industrie, et pour coordonner l'action au moment des conflits, de tel ou tel groupe industriel, il faut réaliser la collaboration permanente des divers groupes professionnels et fractions d'usine au sein de chaque fraction d'industrie. Les moyens d'agitation et d'organisation de l'opposition doivent être élaborés en conséquence.

25. — Les membres révolutionnaires des syndicats doivent mener une lutte énergique et méthodique pour la consolidation des organisations syndicales, surtout lorsque les réformistes cherchent à saper l'unité de celles-ci. Les groupes exclus doivent rester organisés en maintenant les liens étroits avec les masses restées dans les syndicats et en s'unifiant avec les autres groupes exclus, avec les syndicats révolutionnaires indépendants et avec l'opposition organisée. L'Union des travailleurs manuels et intellectuels doit concentrer essentiellement son attention sur la conquête des mineurs, ce qui constitue la tâche

primordiale de tout le mouvement syndical révolutionnaire d'Allemagne. L'Union doit créer une importante caisse de lutte et devenir le soutien le plus fort du comité ouvrier.

26. — Le « Comité ouvrier » doit agir en représentant de toute l'opposition, en menant son travail d'une façon indépendante et méthodique. Le « Comité ouvrier » doit lutter énergiquement contre l'activité scissionniste des gens d'Amsterdam et pour le groupement de tous les ouvriers organisés syndicalement. Il établit dans chaque cas concret les moyens les plus conformes au but de l'organisation des ouvriers exclus.

Toutes les organisations groupées par le Comité ouvrier doivent se prêter mutuellement une aide fraternelle dans la lutte quotidienne. L'I. S. R. ne peut tolérer de dissensions entre elles. L'Union des travailleurs manuels et intellectuels et l'Union des marins doivent, en leur qualité de membres du comité ouvrier, appuyer activement l'opposition dans les syndicats libres, dans leur travail ardu de révolutionnarisation des masses syndiquées. Elles doivent adapter à cette tâche leur action quotidienne et leur tactique générale. D'autre part, l'opposition est tenue de contribuer au renforcement et à la consolidation intérieure de l'Union des travailleurs manuels et intellectuels et de l'Union des marins.

27. — En France, la C. G. T. U. ne diffère en rien, au point de vue organique, de la C. G. T. réformiste. Se réclamant du fédéralisme et de l'autonomie, quarante fédérations continuent d'exister, dont une grande partie sont incapables de lutter en raison de leur faiblesse. Il faut mener une lutte énergique pour la fusion des fédérations similaires, pour la concentration des forces, pour la création de syndicats d'industrie et de comités de fabrique et d'usine. Il faut centraliser l'agitation et la propagande et lutter pour l'augmentation du taux des cotisations versées à la C. G. T. U., de façon à renforcer et à développer son travail. La tâche la plus urgente de la C. G. T. U. consiste dans une propagande active et dans une lutte intense pour faire adhérer aux syndicats toutes les masses ouvrières non organisées et pour assurer l'absorption par la C. G. T. U. de tous les éléments qui suivent encore les directives de la C. G. T. réformiste et des syndicats d'autres tendances.

28. — La C. G. T. U. doit être en France le champion

de l'unité de tout le mouvement syndical. Pour autant qu'existent certaines unions départementales admettant dans leurs rangs des syndicats adhérant aux deux confédérations, les partisans de l'I. S. R. ne doivent pas créer des unions départementales parallèles. Les partisans de l'I. S. R. doivent systématiquement organiser leurs groupes au sein des syndicats réformistes en menant du dedans et du dehors leur lutte pour l'unité syndicale. Il faut mener une lutte énergique contre l'héritage de méthodes d'organisation légué par la C. G. T. réformiste à la C. G. T. U. Il faut noter que les premiers pas dans cette direction sont déjà faits (conférences internationales, élections de la commission exécutive par le congrès national, unification de la propagande, etc.). Mais il est évident que pour renverser le capitalisme, il faut tendre à un maximum de concentration de toutes les forces révolutionnaires groupées par la C. G. T. U.

Le fédéralisme anarchiste, opposé à la création d'une organisation puissante, est un indice de faiblesse du mouvement syndical.

29. — L'émiettement et le fédéralisme extrêmes du mouvement syndical français ont engendré dans certaines organisations des tendances à trancher la question sur le plan local. Un syndicat unique, groupant toutes les industries, a été créé en Alsace-Lorraine. Il en résulte que le mouvement local se trouve isolé des fédérations nationales. Un tel isolement du prolétariat d'Alsace-Lorraine doit être condamné. La solution locale de la question est d'autant moins admissible qu'elle peut aboutir à apposer les uns aux autres les ouvriers de nationalités différentes.

30. — En Angleterre l'opposition organisée se trouve encore à son stade primaire. Notre tâche la plus importante en ce pays consiste, pour la prochaine période, dans la création d'un centre national groupant toutes les fractions d'opposition dans toutes les fédérations et industries. Un tel centre ne peut être créé qu'à une conférence nationale des groupes et minorités d'opposition. Le travail des partisans de l'I. S. R. doit tendre à ce but.

31. — La lutte pour les comités de fabrique et d'usine s'est presque complètement arrêtée en Angleterre. Les comités de fabrique et d'usine surgis pendant la guerre ont presque entièrement disparu. Et cependant, ici encore, la question de la création des comités de fabrique et d'usine révolutionnaires est la tâche pratique la plus

importante actuellement, tâche qu'il est impossible d'ajourner à une longue échéance. Tout le travail des partisans de l'I. S. R. doit se concentrer dans la prochaine période sur les plus importantes industries (industrie minière, métallurgie, transports). L'opposition ne pourra augmenter son influence dans les autres organisations que lorsqu'elle se sera consolidée dans ces syndicats. Le travail des partisans de l'I. S. R. doit acquérir un caractère plus pratique, plus concret. Aucun mouvement des masses ne doit être laissé en dehors de l'influence des communistes et des partisans de l'I. S. R.

32. — En *Italie* l'unité prolétarienne constitue le but immédiat des partisans de l'I. S. R. La tentative d'unir sur une plateforme unique l'opposition communiste, socialiste et des partisans de l'I. S. R. dans l'Union syndicale et dans la fédération des cheminots, doit être continuée. Il faut mener une lutte permanente et tenace pour l'unification de toutes les organisations syndicales. Les événements traversés par l'Italie sont particulièrement favorables à la lutte unitaire et il faut les utiliser à cet égard.

33. — Etant donné d'excellentes fractions communistes organisées, les partisans de l'I. S. R. en Italie doivent mener une lutte sérieuse pour la réorganisation syndicale par industries et pour la conquête de la fédération des transports. Le passage d'une partie des dirigeants de la fédération des transports dans le camp de Mussolini facilite notre travail parmi les travailleurs de cette fédération. Il faut l'arracher à l'influence des politiciens fascistes.

34. — Les partisans de l'I. S. R. en Italie doivent mener une lutte énergique pour la création de l'Alliance du Travail, — forme transitoire de l'unité, — et de ses sections locales. Pour que l'Alliance du Travail reflète réellement l'état d'esprit des masses, il faut qu'elle soit constituée suivant la représentation directe basée sur le suffrage universel des ouvriers. Etant donné qu'un nombre assez considérable de travailleurs des villes et de la campagne, trompés par les démagogues ou entraînés par la violence, se trouvent au sein des syndicats fascistes, la tâche des partisans de l'I. S. R. consiste à y mener un grand travail d'agitation et d'organisation, pour affranchir cette partie des travailleurs de l'influence du patriotisme nationaliste et pour les pousser dans le courant du mouvement ouvrier de classe.

35. — En *Tchéco-Slovaquie* le mouvement syndical s'est scindé en raison de la politique de scission et de provocation des gens d'Amsterdam. Une centrale révolutionnaire des syndicats s'est constituée possédant une direction unique et des sections d'industrie. La tâche la plus importante de la nouvelle centrale consiste à reconstituer l'unité syndicale. En raison des particularités de la vie politique en Tchéco-Slovaquie, les syndicats y sont divisés par nationalités. La lutte contre les syndicats nationaux et pour les syndicats de classe doit être menée inlassablement par les partisans de l'I. S. R. Le syndicat unique doit être basé sur la capacité combative des sections d'industrie au point de vue financier et organique, ainsi que sur leur liberté d'initiative.

36. — La nouvelle Centrale syndicale a pour tâche de grouper tout le prolétariat tchéco-slovaque. En conséquence, les partisans de l'I. S. R. doivent activer leur travail parmi les masses syndiquées, restées dans les syndicats réformistes. Ce travail ne doit pas être entravé par la création de nouvelles formes organiques, il ne doit pas non plus mettre un obstacle à la possibilité ultérieure de la reconstitution de l'unité. Les intérêts de toutes les parties du prolétariat de Tchéco-Slovaquie de toutes les nationalités et de toutes les industries, doivent être satisfaits, au point de vue d'organisation, dans le cadre d'une organisation générale tchéco-slovaque englobant toutes les nationalités.

37. — Aux *Etats-Unis*, où existe une Ligue de propagande syndicale et des syndicats révolutionnaires indépendants, il faut tendre à réaliser une collaboration permanente et étroite entre ces organisations. Cette collaboration doit se baser sur la mise en pratique commune d'un programme pratique et unique d'action, élaboré en commun.

38. — La ligue de propagande syndicale qui a su faire un grand travail au cours de sa brève période d'existence, doit tendre à s'appuyer sur des membres collectifs. L'orientation prise judicieusement par la Ligue contre la scission et pour la conquête des syndicats, ne doit pas être poussée jusqu'à un respect exagéré pour la forme d'organisation en tant que forme. Il faut lutter contre la scission, mais sans perdre de vue, toutefois, qu'il y a en dehors de la fédération américaine du travail un grand

nombre d'ouvriers organisés révolutionnairement et que l'écrasante majorité du prolétariat américain se trouve placé en dehors de toute organisation.

39. — Il faut mettre en contact le travail des partisans de l'I. S. R. dans toutes les organisations syndicales de l'Amérique. Il est inadmissible que des partisans de l'I. S. R. qui travaillent dans des organisations existant côte à côte, se déclarant formellement attachés à l'I. S. R., repoussent l'unité de direction dans leur action pour des raisons d'ordre personnel ou corporatif. Un Comité d'action doit être créé pour la coordination de l'action de la minorité de la Fédération Américaine du Travail, des I. W. W. et des syndicats indépendants.

40. — En Espagne à l'encontre d'un ardent désir d'unité manifesté par les masses ouvrières, les bureaucrates syndicaux ont exclu de nombreuses organisations. Les syndicats exclus ne doivent pas rester isolés, ils doivent faire tous leurs efforts pour obtenir leur réintégration ; toutefois, si ces efforts échouent, les syndicats exclus doivent adhérer à une autre centrale syndicale. L'I. S. R. possède de fortes minorités d'opposition dans les deux centrales espagnoles, dans l'Union générale des travailleurs, adhérente à Amsterdam, et dans la Confédération nationale du travail, organisation de tendance anarcho-sindicaliste. Ces deux minorités doivent coordonner leur action par l'intermédiaire d'un comité mixte d'action dont la principale tâche consistera dans la création d'une centrale syndicale unique, groupant tous les ouvriers et faisant la propagande des principes et méthodes de l'I. S. R. Ce comité doit tendre, d'autre part, à se mettre en rapport avec les syndicats indépendants n'adhérant à aucune des centrales existantes, dans le but de lier directement ces syndicats à la lutte pour l'unité syndicale.

Quant aux syndicats patronaux et policiers, existant en Espagne sous le nom de syndicats libres, les partisans de l'I. S. R. doivent adopter à leur égard une position très nette et entreprendre contre eux une campagne énergique pour les dénoncer aux masses comme un instrument de la classe ennemie, en condamnant toute tentative d'accord même temporaire avec eux.

41. — Dans les pays balkaniques, abstraction faite de la Bulgarie, ou le mouvement syndical est unique et adhère à l'I. S. R., il y a à faire un grand travail pour reconstituer l'unité syndicale. Les plus grands obstacles se trouvent

en Yougo-Slavie et en Roumanie, où les organisations syndicales révolutionnaires ont été détruites en 1920 et en 1921 par la terreur blanche et la réaction, d'une part, par la tactique scissionnistes des réformistes d'autre part. Ces obstacles pourront être surmontés d'autant plus rapidement que les syndicats se montreront plus énergiques à se grouper et à défendre leurs intérêts quotidiens dans la lutte contre l'offensive capitaliste.

En Grèce, où la C. G. T. se place, en fait, sur la plateforme de l'I. S. R., la tâche des partisans de celle-ci consiste à lutter énergiquement contre la politique de trahison d'une poignée de meneurs jaunes et nationalistes pour arracher à leur influence les organisations syndicales qui les suivent encore, en particulier l'organisation des ouvriers des ports qu'il faut amener à adhérer à la C. G. T.

En Turquie, où les ouvriers ont organisé de préférence au sein des syndicats par nationalités (turcs, grecs, arméniens), la principale tâche des partisans de l'I. S. R. consiste à renforcer le travail pour la fusion de ces syndicats en syndicats généraux d'industrie, se basant sur la lutte de classe, et groupant tous les travailleurs sans distinction de nationalité.

Etant donné la dépendance économique et politique où se trouvent tous les pays balkaniques, les uns par rapport aux autres, la condition nécessaire du succès de la lutte prolétarienne aux Balkans consiste avant tout dans l'action commune des syndicats de tous les Etats balkaniques. Aussi, les partisans de l'I. S. R. ont l'importante tâche de préparer la réalisation de semblables actions. Dans ce but, un comité d'action unique pour tous les pays balkaniques doit être créé par les syndicats de ces pays.

42. — Dans les Pays scandinaves, le nombre des partisans de l'I. S. R. s'accroît sans cesse, et cet accroissement serait encore plus rapide si l'attitude des syndicats norvégiens vis-à-vis de l'I. S. R. n'était pas hésitante. Ces hésitations et cette indécision sont alimentées par les menaces de l'Internationale d'Amsterdam et de ses partisans en Norvège qui déclarent qu'en cas d'adhésion à l'I. S. R., les secrétariats internationaux par industries excluront les syndicats norvégiens correspondants. On s'efforce, à l'aide de ces menaces démagogiques, de faire peur aux partisans de l'I. S. R. qui avaient déclaré, à plusieurs reprises, vouloir rester au sein des secrétariats internationaux. Les éléments révolutionnaires du mouvement



norvégien doivent obtenir l'adhésion définitive à l'I. S. R., sans rompre leurs liens organiques ni avec les fédérations générales scandinaves, ni avec les fédérations internationales d'industrie adhérentes à Amsterdam.

43. — Etant donné que le centre de gravité de la politique mondiale se trouve reporté sur le littoral du Pacifique, la création des syndicats révolutionnaires dans les pays en bordure du Pacifique et leur liaison avec l'I. S. R. acquièrent une importance considérable. Le gros travail doit incomber ici aux syndicats révolutionnaires des puissances impérialistes. Ces syndicats doivent nouer des liens intimes et indissolubles avec les syndicats des pays coloniaux en vue l'une lutte commune contre l'oppression et l'exploitation des nations arriérées et faibles.

### 9° Fédérations d'industries

44. — Les secrétariats internationaux par industries adhérant à l'Internationale d'Amsterdam, excluent systématiquement tous les syndicats révolutionnaires en général, et les syndicats russes en particulier. Malgré les déclarations réitérées des syndicats révolutionnaires affirmant leur désir d'adhérer aux syndicats internationaux par industries, l'Internationale d'Amsterdam, poursuivant sa politique scissionniste, a systématiquement fermé aux syndicats révolutionnaires l'accès des fédérations internationales. Et la tâche pratique se pose aux syndicats révolutionnaires de la lutte contre les exclusions pour la création de fédérations internationales uniques par industries.

45. — Les comités internationaux de propagande par industries créés conformément aux résolutions du premier congrès de l'I. S. R. ont réalisé un grand travail de soudure et de rassemblement des forces révolutionnaires. Leur tâche consistait à faire de la propagande et de l'agitation, à établir des liens entre les syndicats révolutionnaires, à consolider ces liens sur le terrain d'un programme d'action pratique et unique. Dans certaines industries telles que le bâtiment, l'industrie du bois, les transports, l'industrie minière, la métallurgie et les cuirs et peaux, — le travail a pu être poussé assez loin, on a réussi à grouper sur une plateforme commune un grand

nombre de syndicats dont une partie adhère aux secrétariats amsterdamistes, une autre partie restant en dehors de ceux-ci.

46. — Dans le but de rassembler internationalement les forces révolutionnaires dispersées, tous les syndicats exclus par les gens d'Amsterdam pour leur tendance révolutionnaire, toutes les organisations non agréées par les organisations amsterdamistes, ainsi que celles qui se trouvent en dehors de tout groupement, doivent se réunir autour des comités internationaux de propagande. Ces comités internationaux de propagande créent des groupements internationaux de toutes les organisations ci-dessus mentionnées. Confirmant les résolutions du premier congrès, le 2<sup>e</sup> congrès de l'I. S. R. estime nécessaire que les C. I. P. mènent, outre leur action de propagande, un travail actif dans le domaine de l'aide mutuelle et de la solidarité, luttant énergiquement pour la reconstitution de l'unité mouvement syndical international, basée sur un programme d'action concret, soigneusement élaboré. Ces groupements pourront acquérir une importance toute particulière s'ils ne limitent pas leur action à l'Europe, comme les secrétariats amsterdamistes, mais l'étendent aux pays extra-européens (proche et Extrême-Orient, Amérique, Australie, colonies et semi-colonies), en créant ainsi une Internationale authentique.

47. — Tenant compte de l'éclosion de nouveaux conflits impérialistes sur l'Océan pacifique, le congrès charge le Bureau Exécutif de prêter une attention toute particulière à l'organisation des travailleurs des transports en général, et surtout des travailleurs des pays en bordure du Pacifique. Dans ce but, doivent être organisés des bureaux de ports spéciaux, établissant la liaison entre les marins révolutionnaires du monde entier. Les partisans de l'I. S. R. en Angleterre, Hollande, Amérique et France sont chargés d'activer le travail pour attirer les marins sous le drapeau de l'I. S. R.

### 10° Du travail parmi la jeunesse et parmi les femmes

48. — Le capitalisme exploite en tout premier lieu les mineurs et les femmes, qui forment la partie la plus faible de la classe ouvrière. Il commence son offensive contre la situation matérielle des ouvriers adultes en aggravant celle des femmes et de la jeunesse ouvrière.

En conséquence, les partisans de l'I. S. R. doivent renforcer le programme économique, adopté par l'Internationale des Jeunesses et par le secrétariat international féminin, et lutter pour sa réalisation.

La Jeunesse ouvrière et les apprentis doivent être admis dans les syndicats en qualité de membres jouissant de tous les droits. Les syndicats doivent les préparer à devenir des militants conscients de la lutte de classes. L'action syndicale doit accorder une grande attention aux revendications de la jeunesse ouvrière (salaires suffisants, journée de 6 heures, secours aux chômeurs, possibilité d'études, etc.).

D'autre part, les partisans de l'I. S. R. doivent lutter pour l'entière égalité économique des ouvrières et des ouvriers et pour la protection réelle de la santé des femmes et de la maternité.

### 11° De la Presse et de la littérature syndicales

49. — La création d'une presse syndicale sérieuse et d'une littérature spécialement consacrée au mouvement syndical, constitue une tâche importante des organisations adhérentes à l'I. S. R. Dans ce but, il faut que les centrales syndicales nationales adhérentes à l'I. S. R. ainsi que les plus importantes parmi les fédérations d'industrie, disposent respectivement au moins d'un organe hebdomadaire. Il faut créer de petites bibliothèques spéciales du mouvement syndical révolutionnaire, dans chaque pays, englobant toutes les questions essentielles qui intéressent la masse des syndiqués. Le congrès charge toutes les organisations adhérentes à l'I. S. R. de répandre systématiquement l'organe central de l'I. S. R. par la voie des abonnements.

### 12° De l'information et de la liaison

50. — L'expérience des derniers quinze mois a montré que les liens unissant l'I. S. R. et les organisations adhérentes ne sont pas assez étroits. Il faut que chaque organisation adhérente à l'I. S. R. informe systématiquement le centre sur la situation locale. Ces comptes rendus et rapports doivent avoir un caractère permanent et périodique, ils doivent concerner non seulement le travail des

organisations adhérant directement à l'I. S. R., mais aussi tout l'ensemble des questions liées au processus de la lutte contre le capital et le réformisme.

51. — Le congrès charge le Bureau Exécutif de publier dans les langues européennes les plus importantes des bulletins en vue d'une information permanente et systématique des organisations adhérentes relativement aux plus importants problèmes du mouvement ouvrier international et à l'activité du Bureau Exécutif. Le congrès recommande aux organisations adhérentes à l'I. S. R. un échange de documentation réciproque. Les problèmes les plus importants du mouvement ouvrier international ne peuvent être collectivement discutés et résolus favorablement qu'à la condition d'une telle information réciproque, permanente et attentive.

### 13° Conclusion

Confirmant le programme d'action élaboré par le premier congrès, le 2<sup>e</sup> congrès mondial des syndicats révolutionnaires charge toutes les organisations adhérentes à l'I. S. R. de diffuser largement, dans les masses ouvrières, ce programme qui représente l'expérience concentrée du mouvement révolutionnaire de tous les pays. Le congrès tient à déclarer que les ouvriers révolutionnaires redoubleront d'efforts pour souder la classe ouvrière et grouper tout le mouvement syndical mondial sur le terrain de la lutte révolutionnaire de classes pour le renversement du capitalisme et l'instauration de la dictature prolétarienne.

### III. L'OFFENSIVE DU CAPITAL, L'ACTIVITE SCISSIONNISTE DES GENS D'AMSTERDAM ET LA LUTTE POUR LE FRONT UNIQUE

---

#### 1° Les causes de l'offensive capitaliste

1. — Le capitalisme est entré dans sa période de crise historique. A l'issue de la guerre il ne trouve plus de base à son développement normal ultérieur. L'état de crise qu'on observe actuellement dans tous les Etats capitalistes ressemble peu aux anciennes crises passagères. Le capitalisme en est arrivé à une situation où son existence ultérieure se trouve en contradiction violente avec les besoins vitaux des larges masses ouvrières. De facteur du développement industriel il s'est transformé en frein entravant ce développement. Il n'est plus en état d'entretenir le principal élément de sa production — la classe ouvrière. En dépit de l'animation partielle du marché observée dans certains pays, la crise économique plus lentement que dans la période précédente, mais graduellement, s'aggrave sur le plan mondial. Le capitalisme est entré dans une période de crise qui constitue le point de départ de sa fin.

2. — Les capitalistes mettent en œuvre tous les moyens pour assurer le salut de leur régime économique ébranlé. S'ils n'arrivent pas à placer avantageusement leurs capitaux à l'aide de l'extension du marché mondial, ils se verront forcés de chercher d'autres sources de bénéfices. Dans ce cas, une seule possibilité demeure : le renforcement de l'exploitation de la classe ouvrière. La bourgeoisie s'est engagée dans cette dernière voie. Elle est passée à l'offensive contre le prolétariat.

3. — La bourgeoisie avait été obligée de faire des concessions après la liquidation de la guerre, car la classe ouvrière, déçue par la guerre, représentait à ce moment une formidable force armée capable de briser toute résistance capitaliste à l'amélioration des conditions d'existence du prolétariat. A cela se sont ajoutées les difficultés liées à la démobilisation économique. L'insuffisance des commandes permit de céder sur la question des huit heures, plus tard une période de prospérité trompeuse permit d'augmenter les salaires. La bourgeoisie était désorganisée. Il lui fallait du temps pour rallier ses forces dans le but de désarmer le prolétariat. Mais la crise s'aggravait de plus en plus, le redressement de l'économie capitaliste se heurta à des obstacles insurmontables. Le prolétariat était graduellement désarmé, cependant que la bourgeoisie s'organisait. L'offensive contre la classe ouvrière devenait non seulement possible, mais inévitable.

#### 2° Les débuts et les méthodes de l'offensive

4. — La situation étant changée, l'offensive patronale contre les ouvriers commence dans tous les pays au printemps 1920. Ce mouvement se transforme peu à peu en une offensive générale du capital. La bourgeoisie mène implacablement son offensive, mettant en œuvre non seulement les moyens de son pouvoir économique, mais aussi les positions reconquises de l'appareil de l'Etat, ainsi que les organisations spéciales créées par elle dans ce but (fascistes, ligue civile, orgesch, etc.). Cette offensive a pour but de faire peser sur le dos du prolétariat tout le fardeau résultant de la guerre et de la crise en supprimant la journée de huit heures, en diminuant les salaires réels, en intensifiant le travail, etc.

5. — Dans les pays à change élevé les salaires sont réduits sous prétexte que ces pays doivent se mettre en état de soutenir la concurrence sur le marché mondial. Sans tenir compte du renchérissement de la vie, le patronat diminue les salaires dans une proportion de 20 à 40 %. La résistance ouvrière est combattue à l'aide de lockouts, de la fermeture des fabriques, de l'accumulation de grandes armées de chômeurs qui exercent une pression sur le taux des salaires, ainsi que la force brutale, ou par l'application de l'arbitrage légal (jurys d'arbitrage, etc.).

Dans les pays à change déprécié, la question de la réduction des salaires se résout d'une façon plus simple. Malgré la diminution de la capacité d'achat de l'argent, le patronat se refuse à augmenter les salaires tout en s'efforçant de porter les prix du marché intérieur au niveau des prix du marché mondial. Cette politique lui permet de soutenir la concurrence sur le marché mondial au compte des salaires ouvriers.

6. — La violation de la journée de huit heures est toujours, dans toutes les branches d'industrie, basée sur le prétexte des particularités caractéristiques de la branche d'industrie en cause. Alléguant la restauration économique, la bourgeoisie exige la suppression de tous les obstacles se trouvant dans le chemin du redressement de l'industrie. Etant donné le chômage général qui est énorme, la politique coercitive des travaux supplémentaires, scellée par des contrats de tarif, est appliquée dans les branches d'industrie dite de première nécessité, ainsi que dans certaines entreprises d'ordre économique des plus importantes (Tchéco-Slovaquie, Allemagne, Amérique, France). Toutes les fois que les entrepreneurs se trouvent en force, ils demandent l'entière suppression de la journée de huit heures et exigent l'établissement par la voie législative d'une journée de travail plus longue, pour un grand nombre d'années.

7. — L'accroissement énorme de la misère et de la mortalité des populations laborieuses, en particulier des éléments les plus exploités et les moins défendus de la classe ouvrière, c'est-à-dire des ouvrières, de la jeunesse et des enfants ; la diminution de leur capacité de travail, l'appauvrissement des classes moyennes, la mort des invalides du travail et de la guerre, — telles sont les conséquences de la situation qui s'est établie. Un autre résultat des salaires bas, c'est, dans plusieurs pays, l'abaissement de la qualité de l'appareil technique de la production.

8. — La classe patronale attaque le prolétariat suivant la ligne de la moindre résistance. Les entrepreneurs cherchent surtout à utiliser la faiblesse et l'émiettement des couches socialement arriérées de la classe ouvrière, c'est-à-dire des ouvrières et de la jeunesse. Le patronat commence par aggraver leurs conditions du travail pour abaisser ensuite les conditions d'existence de toute la classe ouvrière. Faisant appel à l'appareil de coercition étatique, le capital limite les droits des syndicats ouvriers, les dissout

entièrement ou les démolit violemment à l'aide de ses bandes armées (Pologne, Italie, Yougo-Slavie, Espagne). Les fonctionnaires sont ou bien entièrement dépouillés du droit de grève (Allemagne, Suisse), ou bien condamnés par les tribunaux pour faits de grève (Amérique).

### 3° La collaboration de classes, les causes de la faiblesse de la résistance ouvrière

9. — La classe ouvrière se trouve actuellement presque entièrement désarmée en face de l'offensive capitaliste. Elle n'a pas su organiser une campagne de résistance systématique ni répondre à l'offensive capitaliste par une contre-offensive. Les causes de cette faiblesse se trouvent dans la collaboration de classe et dans les accords conclus par les chefs réformistes des syndicats avec le Capital. La bureaucratie amsterdamiste agit comme s'il y avait une économie commune de la bourgeoisie et du prolétariat à la conservation de laquelle le patronat et les ouvriers seraient également intéressés. Les intérêts du prolétariat sont sacrifiés sur l'autel du salut de l'Etat capitaliste. Les gens d'Amsterdam ne veulent pas de lutte de classe. Ils sont les ennemis acharnés de la révolution (« Vendredi Noir » en Angleterre, l'appel de la Centrale allemande contre la grève des cheminots, etc.).

10. — Les méthodes appliquées par les gens d'Amsterdam mènent les ouvriers de défaite en défaite. Ces méthodes incitent la bourgeoisie à renouveler sans cesse ses attaques contre la classe ouvrière. Toute résistance des ouvriers à l'aggravation ultérieure de leur situation est grosse de conséquences révolutionnaires. Esquivant sciemment ces conséquences, les gens d'Amsterdam deviennent des contre-révolutionnaires, des agents bénévoles de la bourgeoisie.

11. — Toute action conforme à l'esprit de la collaboration de classe lie de plus en plus les gens d'Amsterdam à leur bourgeoisie nationale. Alliés à cette bourgeoisie, ils luttent contre leur propre prolétariat révolutionnaire et contre la concurrence étrangère. Ils rendent impossible toute action internationale du prolétariat, entravent la lutte ouvrière pour la conservation des conditions existantes du travail et aident la bourgeoisie mondiale à remporter toujours de nouvelles victoires sur la classe ouvrière.

#### 4° La scission syndicale au nom du salut de la collaboration de classes

12. — Des couches de plus en plus larges du prolétariat ont protesté contre cette politique de collaboration de classe en exigeant l'organisation de la résistance à l'offensive capitaliste. A mesure que la protestation des prolétaires révolutionnaires grandit, à mesure que la résistance ouvrière à la politique amsterdamiste se renforce, le danger devient plus imminent pour les gens d'Amsterdam de se trouver dans une situation où ils se verront obligés de renoncer soit à la politique réformiste, soit à l'influence sur les masses ouvrières et au rôle directeur dans les organisations ouvrières. Ils perdent de ce fait toute valeur pour la bourgeoisie.

13. — La perte des positions qu'ils avaient dans la société bourgeoise incite les gens d'Amsterdam à une haine furieuse à l'égard des ouvriers révolutionnaires. Les réformistes tiennent plus à la collaboration avec la bourgeoisie qu'à l'unité des forces ouvrières. Ils sacrifient à la collaboration de classe non seulement les intérêts de classe du prolétariat, mais l'existence même de ses organisations. Pour réduire au silence l'opposition, ils recourent aux exclusions de ses leaders. Toutes les fois que cela ne suffit pas, des groupes locaux tout entiers sont exclus, les réformistes n'hésitent pas à scinder les syndicats et à briser le mouvement ouvrier (France, Tchéco-Slovaquie et Allemagne). Peu importe à la bureaucratie syndicale que par suite de cette tactique des centaines de milliers d'ouvriers tombent dans l'indifférence et que les conquêtes faites au prix de cinquante années de lutte syndicale soient compromises. Il semble aux bureaucrates amsterdamistes que la scission syndicale est de deux maux le moindre.

#### 5° Pourquoi le front unique est nécessaire ?

14. — Alors que les gens d'Amsterdam doivent briser l'unité de la classe ouvrière et de ses organisations pour pouvoir poursuivre leur politique, les ouvriers révolutionnaires, au contraire, doivent tendre au front unique et à la reconstitution de l'unité syndicale. Toute scission dans

les rangs ouvriers marque une victoire capitaliste. Pour que la lutte défensive actuelle se transforme en offensive, il faut, avant tout, établir un front unique. Sans front unique, point de victoire sur le capital.

15. — Les ouvriers ont compris que si leurs forces restent dispersées, ils seront désarmés en face du Capital. Ils veulent le front unique : quiconque leur parle de scission syndicale est à leurs yeux un ennemi. Plus les révolutionnaires insistent sur le front unique, et mieux ils servent les intérêts de la classe ouvrière. Toute tactique tendant au démembrement des syndicats doit être repoussée. On ne doit faire aucune concession aux camarades impatients auxquels le processus de la conquête semble trop long et qui trouvent bon de créer de nouvelles organisations. Il faut combattre tout aussi énergiquement la tendance à quitter les syndicats réformistes. La tactique établie par le premier congrès de l'I. S. R. et préconisant la conquête des syndicats a rencontré l'approbation de la partie consciente du prolétariat. Toutes les fois qu'elle fut appliquée judicieusement, elle a abouti à des succès.

16. — Si les ouvriers ne réussissent pas à mener d'un front unique la lutte révolutionnaire contre le capitalisme, ils subiront de nouvelles défaites, ils seront voués à une misère et à un esclavage encore plus forts. Et même ils perdront leurs organisations et resteront entièrement désarmés. Dans ces conditions il appartient aux révolutionnaires de prouver à tous les ouvriers, employés et fonctionnaires qu'ils sont prêts à tout moment à lutter conjointement avec eux pour briser l'offensive capitaliste et contribuer à l'organisation de la contre-offensive et à la victoire des ouvriers sur le capitalisme.

#### 6° Comment établir le front unique

17. — Considérant tout ce qui précède, le congrès met en avant les principes suivants :

a) Les partisans de l'I. S. R. doivent, dans leur lutte quotidienne, tendre à organiser systématiquement et à mener énergiquement la résistance ouvrière à l'offensive du capital.

b) Dans leurs efforts pour renforcer et consolider organiquement les organisations révolutionnaires, ils ne doivent

pas perdre de vue que leur tâche principale consiste à organiser des mouvements communs de tous les groupements ouvriers.

c) La condition principale de l'établissement d'un front syndical unique consiste dans l'unité de volonté et dans l'action solidaire et disciplinée de toutes les forces révolutionnaires. Tous les désaccords relatifs à des questions particulières d'ordre national et international, doivent être écartés. Toute rivalité des forces révolutionnaires renforce le réformisme.

d) Le front unique ne peut avoir de bases solides que s'il résulte d'un travail intense parmi les masses, dans les cellules primaires des organisations et dans les entreprises, et non d'un accord des sommets syndicaux.

e) Le bloc unique des organisations ouvrières ne peut assurer le succès de la lutte prolétarienne que s'il peut montrer des méthodes et des buts concrets obligatoires pour tous ses membres. La lutte pour le front unique n'aboutira au succès que lorsqu'à la base de ce front unique seront mis les comités de fabrique et d'usine.

## 7° Les tâches du front unique

18. — Les tâches élémentaires suivantes doivent être remplies pour que la lutte contre l'offensive capitaliste soit victorieuse :

a) Lutte contre la diminution des salaires, quelle que soit la cause de cette diminution : la réduction directe des salaires ou le renchérissement de la vie. Lutte énergique pour les salaires égaux des hommes et des femmes, à rendement de travail égal.

b) Lutte pour le maintien absolu de la journée de huit heures et contre tout allongement du temps de travail pour les professions qui, en raison de leurs traits particuliers demandent une journée de travail plus courte.

c) Lutte pour les revendications économiques de la jeunesse ouvrière et résistance aux tendances du capital à utiliser cette jeunesse en qualité de concurrente des ouvriers adultes.

d) Lutte pour la protection du travail, conquise par les ouvriers et extension de la protection du travail des ouvrières et de la maternité. Tous les frais de l'assurance sociale doivent être assumés par l'Etat.

e) Résistance à tous les attentats du Capital aux droits et conquêtes de la classe ouvrière, à ceux des délégués d'ateliers et comités de fabrique et d'usine et au droit de coalition, surtout en ce qui concerne les employés et ouvriers de l'Etat travaillant dans les entreprises dites d'utilité publique.

f) Lutte pour les indemnités aux chômeurs dans le courant de toute la période du chômage. Indemnité égale pour les chômeurs hommes et femmes.

g) Lutte systématique et organisée contre toutes les organisations de briseurs de grève de la bourgeoisie et de l'Etat (« Aide technique » en Allemagne, « Ku-Klux-Clan » en Amérique, « Union civique » en France, etc.), ainsi que contre tous les syndicats jaunes (organisations nationalistes et chrétiennes).

h) Lutte pour l'armement du prolétariat en vue de la résistance aux bandes armées de la bourgeoisie et à l'écllosion du fascisme.

i) Lutte implacable contre toutes les agressions de la bourgeoisie.

k) Lutte pour l'abrogation des traités de paix impérialistes et contre tous les attentats dirigés contre la Russie des Soviets, quelle que soit la forme sous laquelle ils se produisent.

l) Lutte contre l'exploitation et l'asservissement des masses ouvrières des colonies, sans distinction de race.

## 8° La lutte contre les méthodes tactiques défectueuses

19. — La défense de ces revendications élémentaires suppose, en période de désagrégation capitaliste, la lutte :

a) Contre la conclusion de contrats de tarif à longues échéances.

b) Contre le remplacement de la lutte syndicale par des jurys d'arbitrage et des commissions paritaires.

c) Contre la conclusion de contrats de tarif répondant aux intérêts de petits groupes privilégiés d'ouvriers sans tenir compte des intérêts du prolétariat dans son entier et des exigences de la solidarité de classe.

d) Contre les méthodes appliquées par les gens d'Amsterdam qui, sous prétexte de discipline, tendent à étouffer la volonté de lutte des ouvriers à l'aide d'une réglementation bureaucratique des grèves.

e) Contre la localisation artificielle des grèves appliquées par la bureaucratie au nom des principes de la collaboration de classes.

f) Contre la suspension prématurée des mouvements se déroulant favorablement et ayant une tendance à l'extension, par crainte des conséquences révolutionnaires qui peuvent en découler.

g) Contre les entraves mises à l'extension d'une véritable solidarité du prolétariat au delà du cadre des organisations de métier ou d'industrie ou des centrales nationales et contre l'indifférence ouvrière à l'égard de la lutte des camarades de classe.

## 9° La préparation des mouvements

20. — La réalisation victorieuse de chaque mouvement séparé exige la coordination de toutes les forces du prolétariat, de ses organisations syndicales et politiques, et demande la participation des syndicats à la lutte contre le capitalisme en tant que système. La grève constitue le moyen de lutte syndicale le plus important. Les conditions suivantes sont nécessaires pour le succès de l'application de ce moyen :

a) Direction systématique de tous les mouvements économiques, toutes les forces prolétariennes disponibles devant être utilisées et la situation et les possibilités de succès devant être prises en considération.

b) Large solidarité qui doit trouver son expression dans l'aide morale et matérielle donnée aux camarades en lutte par tout le prolétariat, depuis les travailleurs de l'industrie intéressée jusqu'au prolétariat tout entier sur le plan international inclusivement.

c) Il faut avoir en vue que toute grève, surtout lorsqu'il s'agit d'une grève générale, ne peut avoir de succès que si son but est compris des masses, que si elle est l'expression de la volonté des masses, que si elle a été bien préparée et

que si ses dirigeants se trouvent en contact permanent avec les masses.

d) Il faut que pendant les grèves générales les masses observent une discipline de fer. Les dirigeants et les masses doivent toujours se rappeler qu'en temps de grève générale, la classe ouvrière est menacée à tout moment d'être attaquée à main armée par la bourgeoisie. Il faut être préparés à cette éventualité et disposer de tous les moyens pour faire face à l'attaque.

e) Il faut considérer que dans les pays où existent plusieurs centrales syndicales, chaque mouvement ouvrier surtout lorsqu'il s'agit de grève générale, est menacé de grands dangers si les syndicats ne luttent pas solidairement. Aussi, les militants révolutionnaires doivent assumer l'initiative du front unique.

21. — Les ouvriers révolutionnaires ne pourront établir le front unique, mener favorablement la lutte défensive contre l'offensive capitaliste et préparer la victoire de la classe ouvrière sur le capitalisme que s'ils observent les conditions fondamentales ci-dessus dans tous les mouvements de masse.

#### IV. L'INTERNATIONALE COMMUNISTE ET L'I. S. R.

*A l'issue des débats sur les rapports entre l'I. S. R. et l'Internationale Communiste, lecture fut donnée de la déclaration suivante :*

Considérant :

1. — Que l'I. S. R. a pour tâche de grouper tous les ouvriers révolutionnaires dans le but d'une lutte commune contre le Capital et pour l'instauration de la dictature prolétarienne ;

2. — Que ce but ne peut être atteint que si tous les lutteurs de la révolution sociale sont profondément pénétrés de l'esprit communiste ;

3. — Que la victoire même du communisme n'est possible que sur le plan international, ce qui suppose une liaison intime et une coordination d'action de l'I. C. et de l'I. S. R.

4. — Qu'il y a parmi les ouvriers des groupes à tendances syndicalistes révolutionnaires qui veulent sincèrement établir un front unique avec les communistes tout en croyant que la représentation réciproque entre l'I. C. et l'I. S. R. établie par le premier congrès de l'I. S. R., ne correspond pas aux traditions du mouvement ouvrier de leur pays ;

5. — Que la C. G. T. U. française, qui représente ce point de vue, se prononce énergiquement pour la collaboration de lutte de l'I. C. et de l'I. S. R. et pour les mouvements communs dans toutes les actions offensives et défensives contre le capital.

Les délégations des syndicats de Russie, d'Allemagne, d'Italie, de Bulgarie, de Pologne et d'Espagne, tout en se

plaçant au point de vue de la nécessité absolue de donner le rôle directeur au parti communiste dans chaque pays, et à l'I. C. sur le plan international, proposent néanmoins de tendre la main aux ouvriers révolutionnaires français et d'adopter la proposition de la C. G. T. U. pour sceller dans ce congrès le bloc de tous les éléments sincèrement révolutionnaires, qui marchent sous le drapeau du renversement du capitalisme et l'instauration de la dictature prolétarienne.

*Les propositions de modifications aux statuts déposées par les délégués de la C. G. T. U., furent ensuite ratifiées par le Congrès. En voici le texte :*

#### Art. 4. — Composition (7<sup>e</sup> Condition)

TEXTE ANCIEN

*L'accord complet avec toutes les organisations révolutionnaires et le Parti Communiste du pays, dans tous les actes offensifs et défensifs contre la bourgeoisie.*

TEXTE ADOPTÉ

*L'accord facultatif et selon les circonstances, avec toutes les organisations révolutionnaires et le Parti Communiste du pays, dans tous les actes offensifs et défensifs contre la bourgeoisie.*

#### Art. 11. — Les rapports avec l'Internationale Communiste

TEXTE ANCIEN

*Pour établir des liens solides entre l'I. S. R. et la III<sup>e</sup> Internationale Communiste, le Conseil Central :*

*1<sup>o</sup> — Envoie au Comité Exécutif de la III<sup>e</sup> Internationale, 3 représentants avec voix délibératives ;*



2° — Organiser des séances communes avec le Comité Exécutif de la III<sup>e</sup> Internationale, pour la discussion des questions les plus importantes du mouvement ouvrier international et pour l'organisation d'actions communes ;

3° — Quand la situation l'exige, il lance des proclamations d'accord avec l'Internationale Communiste.

TEXTE ADOPTÉ

Pour coordonner les efforts entre toutes les organisations révolutionnaires, le Bureau Exécutif peut, éventuellement :

1° — Conclure des accords avec le Comité Exécutif de la III<sup>e</sup> Internationale ;

2° — Organiser des séances communes avec le Comité Exécutif de la III<sup>e</sup> Internationale, pour la discussion des questions les plus importantes du mouvement et pour l'organisation internationale d'actions communes ;

3° — Lancer des proclamations d'accord avec l'Internationale Communiste ;

4° — Créer des Comités d'Action chaque fois que les circonstances l'exigent pour l'application des décisions communes et pour le temps nécessaire à cette application.

Les rapports entre l'I. S. R. et l'I. C.

TEXTE ANCIEN

3<sup>e</sup> alinéa. — Que ce résultat ne peut être atteint exclusivement que par l'établissement de la dictature du prolétariat et du régime communiste.

5<sup>e</sup> alinéa. — Que la logique de la lutte de classes actuelle exige l'unification la plus complète des forces du prolétariat et de sa lutte révolutionnaire et détermine ainsi la nécessité d'un contact étroit et d'une liaison organique entre les diverses formes du mouvement ouvrier révolutionnaire, avant tout, entre l'Internationale Communiste et l'Internationale Rouge des Syndicats ; qu'il est hautement désirable que tous les efforts soient faits dans le domaine national vers l'établissement de relations similaires entre les partis communistes et les syndicats rouges.

Décisions (2<sup>e</sup> par.). — Des liens aussi étroits que possible doivent être établis avec l'Internationale Communiste avant-

garde du mouvement ouvrier révolutionnaire dans le monde entier, basée sur la représentation réciproque au sein des deux organes exécutifs, des délibérations communes, etc...

3<sup>e</sup> paragraphe. — Cette liaison doit avoir un caractère organique et technique ; elle devra se manifester dans la préparation conjointe et la réalisation des actes révolutionnaires dans le domaine national aussi bien qu'international.

4<sup>e</sup> paragraphe. — Le Congrès affirme la nécessité de tendre à l'unité des organisations syndicales révolutionnaires et à l'établissement d'une liaison réelle et étroite entre les syndicats ouvriers rouges et le parti communiste dans l'application des décisions des deux congrès.

TEXTE ADOPTÉ

3<sup>e</sup> alinéa. — Que ce résultat ne peut être atteint exclusivement que par l'établissement du régime communiste au moyen de la dictature provisoire du prolétariat jusqu'à la disparition des classes.

5<sup>e</sup> alinéa. — Que la logique de la lutte des classes exige la coordination et la concentration des forces prolétariennes pour la lutte révolutionnaire et détermine ainsi la nécessité d'un accord entre les diverses formes du mouvement ouvrier révolutionnaire et avant toute entre l'I. C. et l'I. S. R., en vue d'actions communes, chaque fois que les circonstances l'exigent ; qu'il est désirable que tous les efforts soient faits dans le domaine national afin qu'un accord semblable règle les rapports entre partis communistes et syndicats rouges.

Décisions 2<sup>e</sup> par.). — Le principe des conférences mixtes et des comités d'action réunissant les délégués des deux Internationales est admis.

3<sup>e</sup> paragraphe. — Des conférences déterminées par le caractère des événements doivent aider à la préparation conjointe et à la réalisation des actes révolutionnaires dans le domaine international, ainsi que pour assurer la solidarité internationale aux prolétariats nationaux en lutte contre leur capitalisme.

4<sup>e</sup> paragraphe. — Le Congrès affirme la nécessité de tendre à l'unité des forces révolutionnaires par la conclusion d'accords entre les syndicats ouvriers rouges et les partis communistes pour la préparation conjointe et la réalisation des actes révolutionnaires dans le cadre national.

## Les conditions d'adhésion à l'I. S. R.

### TEXTE ANCIEN

Paragraphe 42. — *La lutte révolutionnaire de classes doit se poursuivre sans que jamais on perde de vue son but concret : l'abolition du capitalisme et l'établissement du pouvoir des travailleurs, c'est-à-dire de la dictature du prolétariat.*

*...La reconnaissance de la dictature du prolétariat, voilà la deuxième condition d'adhésion à l'I. S. R.*

### TEXTE ADOPTÉ

Paragraphe 42. — *La lutte révolutionnaire de classes doit se poursuivre sans que jamais on perde de vue son but final : l'abolition du capitalisme...*

*...La reconnaissance de la dictature provisoire du prolétariat, comme moyen révolutionnaire, voilà la deuxième condition d'adhésion à l'I. S. R.*

Après le vote le camarade Semard (France) donne lecture de la déclaration suivante au nom des délégations syndicalistes française et italienne :

*Les délégations syndicalistes française et italienne enregistrent avec la plus grande satisfaction le vote unanime du II<sup>e</sup> congrès sur les relations réciproques entre les deux Internationales.*

*Elles remercient les délégués pour les armes qu'ils viennent de donner aux militants révolutionnaires des pays latins, contre tous les ennemis de la Révolution et de l'Internationale.*

*Cette entente va permettre un plus grand développement du mouvement prolétarien dans le monde et activer l'heure de la libération des travailleurs.*

*Elles saluent le II<sup>e</sup> Congrès de l'I. S. R. qui vient, dans un geste fraternel, de réaliser l'unité complète du mouvement syndical international sous le drapeau de la Révolution Russe.*

*Vive la Dictature du Prolétariat !*

*Vive l'Internationale Syndicale Rouge !*

## V. LE CHOMAGE ET LA VIE CHÈRE

Le chômage, la vie chère, la réduction des salaires, l'abaissement du niveau d'existence de la classe ouvrière, accompagnent inévitablement toute crise de l'économie capitaliste. Ils s'élargissent et se transforment en une menace directe pour l'existence même de la classe ouvrière à mesure que le capitalisme approche des limites de son développement. A mesure qu'il apparaît de plus en plus clairement que la crise économique actuelle constitue la dernière crise de l'époque capitaliste, les attaques de la bourgeoisie se font de plus en plus rudes. La bourgeoisie arrache violemment de la fabrique des millions de producteurs en précipitant les masses prolétariennes dans l'abîme de la misère et de la dégénérescence.

2. — La gigantesque crise économique actuelle s'est répercutée de deux manières sur la classe ouvrière : dans les pays à change élevé, elle a provoqué un chômage sans précédent ; dans les pays à change déprécié, surtout dans les pays vaincus d'Europe centrale, elle s'accompagne de la chute catastrophique du minimum d'existence de l'ouvrier voué à mener une vie de famine. Dans les deux cas, les résultats de la crise sont également néfastes pour le prolétariat ;

3. — La bourgeoisie est désormais incapable d'assurer à l'ouvrier son minimum d'existence, bien que cet ouvrier soit l'objet de son exploitation. Mais la bourgeoisie n'en lutte qu'avec plus d'acharnement pour son existence. Elle a mobilisé toutes les forces de l'ancien régime pour la défense des fondements sacrés du système de la propriété privée qui a fait faillite. Les leaders des syndicats réformistes ne jouent pas le dernier rôle dans cette armée contre-révolutionnaire. Les leaders réformistes se placent au point de vue de la restauration de l'économie capitaliste.

C'est pour cette raison qu'ils ne peuvent ni ne veulent lutter activement pour la liquidation du chômage ou même pour l'adoucissement de la misère résultant du chômage. Ils se rallient à la plateforme fataliste des savants bourgeois qui considèrent la crise actuelle comme un fait normal dans l'histoire du capitalisme, fait qui peut être surmonté à condition d'augmenter l'énergie de production du prolétariat. C'est ainsi que la bourgeoisie et ses valets réformistes s'efforcent de reporter sur la classe ouvrière tout le fardeau des conséquences économiques de la « grande guerre ».

4. — Il s'ensuit que toute lutte pour l'amélioration de la situation de la classe ouvrière et des chômeurs doit se transformer inévitablement, au stade actuel du développement du capitalisme, en une lutte révolutionnaire contre le système même de l'économie capitaliste. La liquidation du chômage ne se fera que simultanément à la liquidation du régime capitaliste. Or, c'est contre cela que s'élèvent surtout les gens d'Amsterdam. Ils prétendent faire face au chômage à l'aide de misérables aumônes gouvernementales, ils luttent contre les horreurs de la vie chère par de vieilles méthodes syndicales, en recourant à l'échelle mobile des salaires, etc. Ils trompent sciemment les masses ouvrières en affaiblissant leur conscience de classe et en les détournant de la lutte active.

5. — Les syndicats révolutionnaires de tous les pays doivent dénoncer aux larges masses ouvrières les méthodes de la bourgeoisie et de ses satellites : les réformistes d'Amsterdam. Ils doivent grouper les masses autour de mots d'ordre de lutte concrète. Ces mots d'ordre sont les suivants :

a) Les liens de solidarité entre les ouvriers occupés et les chômeurs doivent être rétablis. Cela est possible à condition que les ouvriers luttent pour l'incorporation de tous les chômeurs dans le processus de la production, pour la réouverture des entreprises fermées.

b) La lutte pour les indemnités de chômage doit se faire au nom du « droit à l'existence ». Il faut opposer à la tendance à diminuer les allocations de chômage fournies par l'Etat, la revendication de l'augmentation de ces subsides jusqu'au taux normal des salaires. Seuls l'Etat capitaliste et les classes exploitantes doivent supporter les frais assurant suffisamment l'existence des chômeurs.

c) Les syndicats rouges doivent agir en contact intime avec les comités des chômeurs partout où ces comités existent. D'autre part, les partisans de l'I. S. R. doivent organiser au sein des syndicats amsterdamiens des fractions de chômeurs conjointement avec lesquels ils devront lutter contre la bureaucratie syndicale, en la poussant à des actes pratiques propres à améliorer la situation des chômeurs.

d) Les organisations de chômeurs doivent être égales en droits aux syndicats et aux autres organisations ouvrières. Aucun syndiqué, se trouvant sans travail, ne peut être exclu de son organisation, même s'il n'est plus en état de payer sa cotisation.

e) Dans la question de la vie chère, la lutte des syndicats révolutionnaires doit se rallier aux mots d'ordre : « Contrôle ouvrier sur la production de tous les objets de première nécessité », « réglementation des prix et de la répartition », « lutte sans merci contre la spéculation monétaire ».

6. — Le 2<sup>e</sup> congrès de l'I. S. R. invite les ouvriers de tous les pays à serrer leurs rangs prolétariens et à se grouper pour renverser à l'aide d'efforts communs le régime capitaliste entré en décomposition. C'est là l'unique moyen de liquider radicalement la question même du chômage et de la vie chère.

## VI. LA LUTTE CONTRE LE MILITARISME ET L'IMPERIALISME

Apparemment le capitalisme semble avoir relevé la situation économique dans certains pays, notamment en Amérique, en Angleterre et en France, mais en fait, et dans son ensemble, il marche à la complète décomposition, la banqueroute est à ses trousses.

Dans tous les pays l'économie politique et sociale est totalement déséquilibrée ; la vie est impossible pour les travailleurs en raison de l'instabilité financière et des appétits insatiables des mercantis qui dépouillent le travail ; l'antagonisme des classes augmente en violence au fur et à mesure que l'impérialisme se fait plus arrogant.

Les puissances alliées se divisent de plus en plus sur le traité de Versailles qu'elles ont cependant signé en commun ; elles poursuivent chacune de leur côté et dans le chaos, leur politique impérialiste qui perpétue les guerres ; celle entre la Grèce et la Turquie est le résultat de cette politique.

L'oppression contre les peuples coloniaux se continue et s'accroît avec une violence qui engendre des soulèvements qui sont réprimés d'une façon féroce. Malgré cela en Égypte, aux Indes, en Irlande, au Maroc, en Tunisie, au Transvaal, des mouvements révolutionnaires se produisent périodiquement, ce qui indique une poussée sérieuse des masses pour leur émancipation.

Partout le militarisme relève la tête, gagne en puissance et provoque une augmentation nouvelle des armements. Là-bas du côté du Pacifique se prépare la prochaine tuerie mondiale.

Après avoir tout tenté pour vaincre militairement la Russie des Soviets, expression de la Révolution prolé-

rienne mondiale, les Etats impérialistes, battus dans la lutte armée, transportent leur action sur le terrain économique. Actuellement ils discutent avec l'Etat prolétarien, leurs diplomates combinent et rusent et on voit à la conférence de Lausanne le représentant le plus autorisé de la réaction mondiale, le chef fasciste Mussolini, réclamer et insister pour que la Russie soit admise à la conférence sur un pied d'égalité avec les autres nations.

A des degrés différents, mais dans tous les pays, la réaction sévit contre les travailleurs ; leurs libertés sont menacées ; le droit de grève et le droit syndical sont contestés, la journée de huit heures est supprimée et les salaires sont diminués malgré l'élévation constante du coût de la vie, ou sont insuffisants par suite de la variation constante des changes. Une répression épouvantable s'exerce contre les révolutionnaires qui sont tués ou emprisonnés et les ligues civiques ou fascistes brisent les grèves, pillent et incendient les immeubles abritant les organisations ouvrières et mitraillent les travailleurs.

Plus que jamais le prolétariat révolutionnaire doit être vigilant, organisé et discipliné.

Désormais dans le monde deux forces vont se trouver en présence : la réaction soutenue par la dictature blanche (fascisme) et le communisme qui représente la révolution mondiale et qui s'appuie sur la dictature prolétarienne.

Les partisans de l'I. S. R. doivent faire comprendre à tous les travailleurs qu'ils ont le devoir de soutenir la Russie prolétarienne qui concrétise la doctrine et l'action révolutionnaire, car plus l'Etat prolétarien se développera économiquement, plus le capitalisme mondial s'affaiblira.

Ils doivent dénoncer les pacifistes bourgeois et les social-démocrates et patriotes qui trompent le peuple par des affirmations anti-guerrières et des manifestations platoniques, mais qui sont incapables d'empêcher les guerres impérialistes, auxquelles d'ailleurs ils participent quand elles sont déchainées.

Ils doivent démontrer l'impuissance de la Société des Nations qui, en réalité, n'est qu'une association des impérialistes alliés, une alliance de vainqueurs contre des vaincus, qui, tant par sa constitution que par l'esprit qui l'anime ne peut en aucun cas assurer la paix du monde.

Ils doivent renforcer leurs organisations de classe pour augmenter leur influence sur les masses ouvrières et pouvoir donner à celles-ci une valeur combative, s'imposer une

discipline sérieuse et raisonnée et opposer au capitalisme un front unique, qui mette le prolétariat à l'abri des coups de force du capital ou de ses larbins.

Pour contrecarrer la propagande militariste et s'opposer aux menaces de guerres impérialistes les révolutionnaires doivent par des meetings, par des tracts, affiches ou par la presse prévenir l'opinion ouvrière et dresser celle-ci contre le militarisme bourgeois.

Dans l'armée, dans la police, dans les organisations ou institutions de défense capitaliste, ils doivent créer des noyaux de propagande et d'agitation.

Au cas où les impérialistes précipiteraient les peuples dans une nouvelle tuerie, ils doivent faire tous leurs efforts pour dresser les travailleurs des pays intéressés dans un mouvement de grève générale dont l'aboutissant doit être la Révolution.

Pour assurer le triomphe de la Révolution prolétarienne, les révolutionnaires doivent diffuser et défendre le principe de la dictature du prolétariat, car c'est seulement par la force et la violence organisée que le capitalisme pourra être définitivement abattu.

## VII. LES SYNDICATS ET LA COOPERATION

Par rapport à la coopération ouvrière les syndicats révolutionnaires se donnent les buts suivants :

1. — Aider la coopération ouvrière à trouver sa voie de classe.

2. — Attirer la coopération ouvrière et les masses qu'elle groupe dans la lutte générale du prolétariat syndicalement et politiquement organisé pour ses intérêts quotidiens et son but final qui est la transformation de la société sur des bases communistes.

3. — Utiliser l'organisme coopératif et les masses groupées par lui pour la lutte contre la vie chère (mouvement pour le contrôle ouvrier).

4. — Appuyer dans ce but le groupement, au sein de la coopération, des éléments révolutionnaires se plaçant sur le terrain de la lutte de classe.

En rapport avec ce qui précède, les syndicats révolutionnaires doivent tendre à ce que :

1. — Tous les membres des syndicats adhèrent aux coopératives ouvrières correspondantes.

2. — Les éléments syndiqués à l'intérieur de la coopération cherchent à faire affilier tous les membres des coopératives ouvrières aux syndicats correspondants.

3. — Les syndicats prennent la part la plus active dans toutes les campagnes de la coopération ouvrière. Aux congrès des syndicats des rapports doivent être faits concernant le travail coopératif ; et aux congrès de la coopération seront présentés des rapports sur le mouvement syndical.

4. — Les syndiqués membres des coopératives devront lutter contre la propagande des idées de l'« indépendance » et de la « neutralité » en lui opposant le principe de l'unité du mouvement ouvrier et la nécessité de la plus étroite union et de l'entre-aide dans la lutte du Travail contre le Capital.

5. — Dans tous les pays où la lutte pour le rétablissement du front unique des travailleurs contre l'offensive du capital est réalisée pratiquement ou est sur le point de l'être, la coopération ouvrière doit être attirée organiquement dans cette lutte et escomptée en tant que facteur du mouvement ouvrier.

6. — La coopération ouvrière doit prendre part à toutes les actions nationales et internationales de la classe ouvrière contre la guerre, contre l'impérialisme et à la lutte pour l'augmentation des salaires, de la journée de huit heures, contre la terreur fasciste, pour l'aide à la Russie des Soviets, etc.

7. — La coopération ouvrière doit participer directement à la création des caisses de grève, des ressources nécessaires pour la presse prolétarienne révolutionnaire, à l'organisation des secours aux victimes de la terreur blanche, aux emprisonnés, etc.

8. — Dans le cadre national aussi bien qu'international, *une liaison doit être établie entre le mouvement syndical et la coopération révolutionnaire au moyen d'une représentation réciproque et de l'appui mutuel.*

9. — Les syndicats révolutionnaires d'accord avec les noyaux communistes de la coopération doivent contribuer à la lutte des éléments révolutionnaires au sein de la coopération dans le but de conquérir la majorité parmi les masses des membres de la coopérative et dans les organes directeurs.

10. — Les syndicats révolutionnaires doivent lutter au sein de la coopération par l'intermédiaire des syndiqués, membres de la coopération, contre le bureaucratisme coopératif et pour la réalisation du démocratisation prolétarienne dans la pratique quotidienne des coopératives ouvrières.

11. — Les syndicats doivent contribuer à l'édification coopérative en fournissant à la coopération des militants, en déposant leurs fonds dans des banques coopératives en participant à la vie d'organisation et au contrôle social des coopératives.

12. — Les conditions du travail des employés et ouvriers travaillant aux entreprises de la coopération doivent être l'objet de la surveillance des organes syndicaux.

## VIII. LE MOUVEMENT SYNDICAL DANS LES PAYS COLONIAUX ET SEMI-COLONIAUX

1. — Les colonies et les semi-colonies sont une partie intégrante des Etats capitalistes contemporains. L'existence de ces Etats est impossible dans les anciennes conditions sans ces colonies et semi-colonies.

a) Les colonies sont les fournisseurs des troupes de couleur qui servent à la bourgeoisie impérialiste, à côté de ses troupes nationales, pour assurer son pouvoir aux colonies et en dehors des colonies (l'Inde, la Perse, la Mésopotamie pour l'Angleterre, l'Afrique pour la France).

c) Les colonies représentent de larges marchés permettant d'écouler les produits manufacturés, à bon marché, dans la métropole.

d) Les colonies sont une sphère où le capital pionnier trouve son application (construction de voies ferrées, ports, stations électriques, tramways, fondation de banques coloniales).

e) Et enfin, les colonies sont une source de matières premières et de combustible pour l'industrie de la métropole. Cette dernière circonstance acquiert à notre époque une importance de plus en plus grande. « La lutte pour les matières premières » est l'un des plus importants facteurs déterminant toute la politique des puissances impérialistes.

2. — Le pillage des colonies et des semi-colonies est réalisé à l'aide des mesures politiques et économiques. Politiquement, tout le pouvoir militaire, législatif, administratif se concentre entre les mains des agents gouvernementaux et d'une poignée de gros propriétaires fonciers et de capitalistes appartenant le plus fréquemment à la nation conquérante. Economiquement, le développement de l'industrie indigène est comprimé par un système de dispositions législatives, policières, douanières et de tarifs. Ces dispositions n'ont pas seulement gêné l'éclosion de

l'industrie indigène, elles ont amené parfois une régression dans le développement économique du pays : les colonies à industrie capitaliste développée, qui autrefois exportaient des produits prêts à la consommation, furent sciemment et systématiquement transformées en pays agricoles n'exportant que des matières premières et consommant les produits manufacturés de la métropole (Inde). Dans le but d'une exploitation plus intense, la bourgeoisie impérialiste maintient sciemment les masses de la population des colonies dans l'ignorance, les dépouillant non seulement au point de vue matériel, mais aussi au point de vue moral, tendant à leur couper la voie du développement social et culturel.

3. — Les colonies enrichissent la bourgeoisie et influent sur le mouvement ouvrier de la métropole. En raison de l'inexistence de l'industrie indigène, de la décadence des métiers, incapables de concurrencer les produits manufacturés vendus à bon marché et importés de la métropole, par suite de l'appauvrissement et de l'éviction de la paysannerie dépossédée de ses terres, étant donné que les organisations syndicales manquent — il y a partout et toujours aux colonies des cadres énormes de main-d'œuvre prêts à travailler à n'importe quelle condition, pour des salaires de famine qui ne garantissent même pas les travailleurs de la mort par la faim. Cela permet aux capitalistes de réaliser aux colonies des gains extraordinaires, de toucher, au lieu d'un bénéfice normal, un sur-bénéfice.

Quand il y avait des conditions favorables dans la métropole, quand la demande de la main-d'œuvre, surtout de la main-d'œuvre hautement qualifiée, était considérable, les capitalistes de la métropole pouvaient consacrer une partie de leur sur-bénéfice retiré des colonies à la rétribution d'une certaine partie de l'aristocratie ouvrière de leur pays, en l'isolant des larges masses mal rétribuées, en scindant et en désorganisant le mouvement ouvrier et en enchaînant certains éléments de la classe ouvrière au char impérialiste. C'est dans ce phénomène qu'il faut dans une grande mesure chercher les racines du réformisme dans lequel se sont enlisés les couches supérieures de la classe ouvrière d'Europe et d'Amérique. Et ce n'est pas par un effet du hasard, certes, que ce sont surtout ces couches de tous les pays qui sont contaminés par le réformisme, car les surprofits tirés des colonies ont une importance relativement plus grande pour cet aristocratie du prolétariat (Angleterre, Amérique, ancienne Allemagne, Hollande, etc.).

De même que pour les Japonais en Corée, la démoralisation des travailleurs de race blanche fut encore plus forte aux colonies mêmes ; la différence de salaires et des conditions d'existence, d'une part, et la conduite des travailleurs blancs faisant souvent fonction de jaunes dans les grèves menées par les indigènes, ainsi qu'une orientation générale favorable au Capital, dressa en adversaires et en ennemis les ouvriers blancs et de couleur, en entravant le développement de la solidarité de classe.

4. — La guerre apporta des modifications profondes dans la situation économique et politique des colonies et semi-colonies. La réduction brusque de l'importation des marchandises pendant la guerre, une plus grande dépendance vis-à-vis des colonies au point de vue militaire et financier (Angleterre, France), la manifestation brutale de la compétition des puissances impérialistes, permirent au capital indigène de se dégager de la tutelle impérialiste de la métropole, amenèrent une industrialisation rapide des colonies et semi-colonies (Inde, Chine, Egypte), et l'apparition d'un prolétariat industriel indigène nombreux, travaillant aux entreprises du type européen et américain et se concentrant par grandes masses dans les importants centres industriels. Ce prolétariat nouvellement formé donna immédiatement une forte impulsion au mouvement qui prit naissance à la fin de la guerre et qui remue tout l'Orient.

5. — Le jeune mouvement ouvrier des colonies et semi-colonies possède ses traits particuliers :

a) Le nombre des ouvriers participant au mouvement syndical, tout en étant considérable au point de vue absolu, est très faible au point de vue relatif, n'englobant qu'une minorité peu nombreuse du prolétariat.

b) Abstraction faite des organisations solides surgies tout récemment, les syndicats ont souvent un caractère peu stable, changeant, ces derniers sont plutôt des organismes de grève qui prennent naissance lorsqu'une grève éclate et se dissipent une fois la grève terminée.

c) Les organisations professionnelles sont fort souvent imprégnées d'esprit corporatif, de provincialisme, d'esprit de clocher (Chine) et ne montrent qu'une faible notion de classes dans l'intervalle des grèves.

d) Dans les conditions du mouvement anti-impérialiste d'émancipation nationale qui a englobé tous les pays de l'Orient, le jeune mouvement ouvrier tombe facilement

sous l'influence de la bourgeoisie et de ses leaders qui aspirent à tirer profit du mouvement des masses ouvrières. Il n'est pas rare de voir des hommes publics bourgeois et même des capitalistes-patrons à la tête du mouvement syndical.

Ces particularités s'expliquent d'une part par le fait que le développement rapide de l'industrie indigène s'est réalisé dans des conditions d'un régime patriarcal et féodal, dans lequel le capital commercial et usurier domine, capital caractéristique, en dépit de toutes les différences de structure, de tous les pays coloniaux et semi-coloniaux ; et d'autre part, par le joug impérialiste permettant facilement au mouvement national bourgeois de tirer profit des particularités, survivances et préjugés de race, de caste et de nationalité, étant donné la faible notion de classe d'un prolétariat perdu dans la masse de la paysannerie. Cela permet à la bourgeoisie de tromper les masses en les attirant à la « lutte pour l'indépendance », qu'elle était la première à trahir tout en canalisant le mouvement social des travailleurs dans le courant de la lutte nationaliste contre la domination étrangère.

6. — Les tâches syndicales sont les mêmes dans leurs traits essentiels, pour toutes les colonies et semi-colonies.

a) Créer des syndicats d'industrie agissant en toute indépendance et autonomie vis-à-vis de la bourgeoisie pour la défense des intérêts de classe du prolétariat. Il faudra dans la majorité des pays (sans en excepter la Turquie d'Angora) mener une lutte opiniâtre pour le droit syndical, la liberté de coalition.

b) Mener une lutte systématique et énergique pour l'égalité des travailleurs indigènes et des ouvriers émigrés de la métropole, au point de vue des salaires, de la durée et des conditions générales du travail.

c) Lutter, d'autre part, contre la haine de race et de nationalité, divisant les travailleurs indigènes et ceux de la métropole, haine fort avantageuse pour le Capital et entravant fortement le développement du mouvement ouvrier des colonies et semi-colonies. Le Capital indigène de nouvelle formation est surtout intéressé au maintien et à l'aggravation de cette haine qu'il met à profit : 1° pour scinder le mouvement ouvrier ; 2° pour entraîner les masses ouvrières dans la lutte d'émancipation nationale, avantageuse aux intérêts de la bourgeoisie indigène.

d) Le prolétariat des colonies et semi-colonies doit monter la garde de ses intérêts de classe, tout en prenant une part immédiate au mouvement anti-impérialiste qui acquiert aux colonies et semi-colonies, inévitablement, un caractère d'émancipation nationale. Pour obtenir une amélioration réelle des conditions du travail il faut préalablement briser la domination de l'impérialisme qui cherche à retirer des surbénéfices des colonies.

Participant à la lutte d'émancipation nationale, les ouvriers doivent occuper sur le front anti-impérialiste les positions les plus avancées et entièrement indépendantes. Ils doivent dénoncer l'hypocrisie et la politique équivoque de la grande et petite bourgeoisie et de leurs partis (Ho-Min-Dan en Chine, gandisme en Inde, kémalisme en Turquie), ainsi que l'insuffisance de leur programme. Le prolétariat doit tendre à s'assurer la direction des masses paysannes et de la révolution agraire sans laquelle l'émancipation des colonies et semi-colonies est impossible.

e) Une tâche spéciale se pose au mouvement syndical des colonies et semi-colonies : il faut organiser les énormes masses des ouvriers agricoles, formant dans certains pays (Corée, Perse, Turquie) une partie fort importante de la population, et les nombreux compagnons artisans qui commencent à abandonner leur train de vie patriarcal et corporatif pour prendre part à la lutte du prolétariat.

7. — Ces tâches ont une importance primordiale, non seulement pour les colonies, mais pour le mouvement ouvrier du monde entier et l'I. S. R. doit venir en aide au jeune mouvement syndical des colonies et semi-colonies.

a) Les centrales syndicales nationales adhérentes à l'I.S.R. et les minorités des pays possédant des colonies (Angleterre, France, Amérique, Japon, Hollande, Italie, Belgique, etc.), doivent désigner des organes spéciaux pour la liaison avec le mouvement syndical de leurs colonies. Un rôle particulièrement important incombe au Japon qui se trouve dans le voisinage immédiat de ses colonies et semi-colonies (Corée, Chine, etc.). le développement du mouvement ouvrier de ces pays déterminera essentiellement la solution de tout le problème du Pacifique.

b) Le 3<sup>e</sup> congrès de l'I. S. R. décide que pour l'élaboration d'un programme d'action concret à l'usage de chaque pays et de chaque colonie en conformité aux conditions réelles simultanément au prochain congrès de l'I. S. R. sera



convoquée une large conférence des organisations syndicales révolutionnaires des colonies et semi-colonies du monde entier. La préparation de cette conférence devra être entreprise immédiatement.

c) Il faut créer toute une série de bureaux de port auprès des ports les plus importants, en vue de la réalisation, dès avant la convocation de la conférence d'une liaison plus intime entre le mouvement syndical révolutionnaire de l'Occident et de l'Orient d'une part, et les différents pays de l'Orient les uns par rapport aux autres, d'autre part. Le choix des ports et la fixation des conditions de la prochaine activité de ces bureaux de port doivent être confiés à une conférence spéciale des travailleurs des transports avec participation de l'I. S. R.

## STATUTS DE L'INTERNATIONALE SYNDICALE ROUGE

---

### Préambule

La lutte de classes a depuis longtemps atteint un degré de développement et d'âpreté aigus. La bourgeoisie de tous les pays, malgré la concurrence qui la divise sur le marché mondial, est si unie dans sa haine contre la révolution prolétarienne, si liée contre les moindres tentatives du prolétariat pour se libérer de l'exploitation, que pour mener et terminer avec succès la lutte pour sa délivrance, la classe ouvrière doit agir comme force révolutionnaire, non seulement sur un plan national, mais aussi sur un plan international. L'exploitation des ouvriers étant internationale, la lutte contre elle doit l'être également. Toutes les Internationales syndicales, ayant existé jusqu'à ce jour, ne furent en réalité que de simples bureaux internationaux d'information, ignorant la lutte de classes. Aujourd'hui, l'Internationale Syndicale d'Amsterdam répond encore moins que sa devancière aux exigences du moment. La première s'occupait seulement d'information ; l'Internationale actuelle fait en plus une besogne anti-ouvrière, bourgeoise, mettant en pratique la politique de collaboration des classes et propageant l'idée de passage paisible du capitalisme au socialisme. C'est en somme une internationale de réaction contre la lutte pour la libération de la classe ouvrière.

A cette Internationale sans force, confuse, servante de la bourgeoisie, il faut opposer une Internationale d'action révolutionnaire, de pression de classe et de combat qui puisse organiser de concert avec l'Internationale communiste les forces prolétariennes en vue du renversement de la bourgeoisie, de la destruction de l'Etat bourgeois, pour l'établissement de la dictature du prolétariat, capable de prendre en mains les moyens de production et instaurer le communisme.

Une Internationale Syndicale de Combat ne peut être

fondée que par les syndicats révolutionnaires de classe, pour qui sont très clairs les buts et méthodes de lutte offensive contre leurs ennemis. La tâche posée par l'histoire devant les syndicats révolutionnaires exige un maximum de concentration des forces, une tension énorme et une abnégation sans bornes des éléments avancés et conscients de la classe ouvrière.

### I. Dénomination

Le Congrès International des Syndicats révolutionnaires groupant les organisations syndicales révolutionnaires de tous les pays, décide la fondation d'une union permanente et internationale des syndicats révolutionnaires qui sera appelée Internationale Syndicale Rouge.

### II. Buts

L'Internationale Syndicale Rouge a pour but :

1. — L'organisation des masses ouvrières du monde entier pour le renversement du capitalisme, la libération des travailleurs et l'instauration du pouvoir prolétarien.

2. — De mener l'agitation par une large propagande pour diffuser les idées de lutte révolutionnaire de classe, de révolution sociale, de dictature du prolétariat, et de diriger l'action des masses pour le renversement du système capitaliste et des gouvernements bourgeois.

3. — De lutter contre le fléau réformiste qui ronge le mouvement syndical mondial ; de dénoncer le mensonge de la conciliation avec la bourgeoisie, les idées de collaboration des classes et de paix sociale, et l'espoir absurde du passage paisible du capitalisme au socialisme.

4. — Le groupement des éléments révolutionnaires de classes du mouvement syndical mondial ; la conduite d'une lutte décisive contre le Bureau international du travail, filiale de la Société des Nations, et contre la Fédération Internationale des Syndicats d'Amsterdam qui est, par son programme et sa tactique, le meilleur soutien de la bourgeoisie.

5. — De coordonner et d'unifier la lutte de la classe ouvrière dans tous les pays et de déclencher des actions révolutionnaires chaque fois que le besoin s'en fera sentir.

6. — De prendre l'initiative de campagnes internationales au sujet des faits les plus importants de la lutte de classe, d'ouvrir des listes de souscription pour aider les grévistes dans les grands conflits sociaux, etc...

### III. Composition

Peut être membre de l'Internationale Syndicale Rouge toute organisation révolutionnaire de classe qui accepte les conditions suivantes :

1. — La reconnaissance du principe de la lutte révolutionnaire de classe.

2. — L'application de ce principe dans la lutte quotidienne contre le Capital et l'Etat bourgeois.

3. — La reconnaissance de la nécessité de renverser le capitalisme par le moyen de la révolution sociale et l'instauration pendant la période transitoire, de la dictature du prolétariat.

4. — La nécessité d'observer la discipline prolétarienne internationale.

5. — La reconnaissance et l'application des décisions du Congrès Constitutif de l'Internationale Syndicale Rouge.

6. — La rupture avec l'Internationale d'Amsterdam.

7. — Toutes les organisations adhérentes à l'I. S. R. réalisent en conformité aux conditions ci-dessus un accord facultatif et selon les circonstances, avec toutes les organisations révolutionnaires et le Parti Communiste du pays dans tous les actes offensifs et défensifs contre la bourgeoisie.

### IV. Les Congrès internationaux

L'organe supérieur de l'Internationale Syndicale Rouge est le congrès international des syndicats révolutionnaires de tous les pays. Ces congrès se réunissent, dans la mesure du possible, au moins une fois par an.

Le congrès fixe les principes généraux, le programme, la tactique et les statuts, désigne les organes dirigeants et décide toutes les questions ayant trait à l'orientation de l'Internationale Syndicale Rouge.

Les congrès extraordinaires sont convoqués par décision du Bureau Exécutif ou sur la demande des organisations réunissant au moins un tiers des organisations-membres de l'I. S. R.

Toutes les organisations syndicales acceptant le programme de l'I. S. R. et se conformant à ses directives ont le droit d'être représentées au congrès. Cette représentation est organisée dans les conditions suivantes :

Les Centrales nationales qui comptent de :

5 à 20.000	membres envoient	1	délégué avec	voix délibérative.
20 à 50.000	—	2	—	—
50 à 150.000	—	4	—	—
150 à 300.000	—	6	—	—
300 à 500.000	—	8	—	—
500 à 700.000	—	10	—	—
700 à 1.000.000	—	12	—	—

Par chaque fraction de 500.000 membres au-dessus de ce nombre s'ajoute un délégué avec voix délibérative.

Les fédérations internationales révolutionnaires de métier ou d'industrie ont droit au congrès, à deux voix délibératives. Les minorités organisées par pays ont droit à une représentation semblable ; toutes les organisations d'un pays entrant dans l'Internationale Rouge des Syndicats forment une seule délégation dans laquelle les voix sont réparties proportionnellement au nombre des membres des organisations correspondantes. Les minorités organisées en fractions ont droit de représentation aux congrès seulement dans les cas où l'organisation centrale de leur pays n'entre pas dans l'Internationale Syndicale Rouge.

### V. Les organes de l'I. S. R.

L'I. S. R. a deux organes : le Conseil Central et le Bureau Exécutif.

Le Conseil Central est composé de la façon suivante :

Les Centrales nationales qui comptent de :

5 à 50.000	membres envoient	1	délégué avec	voix délibérative.
50 à 300.000	—	2	—	—
300 à 700.000	—	3	—	—
700 à 2.000.000	—	4	—	—
au-dessus de 2.000.000	—	6	—	—

Les fédérations internationales de métiers et d'industrie envoient au Conseil Central un représentant chacune avec voix délibérative. Le conseil central dirige toute l'action dans l'intervalle des congrès ; prend des décisions adaptées aux circonstances, représente l'I. S. R. dans tous les pays et agit en son nom ; concentre entre ses mains tous les matériaux et tous les documents concernant le mouvement ouvrier international, dispose des finances et du fonds de grèves, publie des journaux et des revues en toutes langues, enfin il est l'organe qui a tout pouvoir pour mener l'action

dans l'intervalle des congrès. Le Conseil Central ne se réunit pas moins de deux fois par an et a pour tâche principale de fixer et de résoudre les questions de principe en confiant le travail courant au Bureau Exécutif.

Le Bureau Exécutif est élu par le congrès et se compose de 15 membres, représentant les pays suivants :

- Russie : 3 membres ;
- Allemagne : 1.
- France : 1.
- Angleterre : 1.
- Etats-Unis d'Amérique : 1.
- Italie : 1.
- Pays scandinaves : 1.
- Pays balkaniques : 1.
- Tchéco-Slovaquie : 1.
- Pays de langue espagnole : 1.
- Pologne : 1.
- Australie : 1.
- Orient : 1.

Les membres du Bureau Exécutif ne peuvent être rappelés ou remplacés par les suppléants que d'accord avec le Bureau Exécutif.

Le Bureau Exécutif dirige tout le travail de l'I. S. R., fixe les tâches des sections et des services, publie l'organe officiel de l'I. S. R., représente l'I. S. R. et le Conseil Central toutes les fois que c'est utile, surveille l'activité du Conseil et des délégués généraux dans tous les pays où il y a des membres de l'I. S. R. et exécute les travaux préparatoires pour les séances du Conseil Central. Le Bureau Exécutif se réunit au moins une fois par semaine.

### VI. L'unité d'action et d'organisation

Les minorités intersyndicales des centres nationaux adhérant à l'I. S. R., les organisations isolées entrant dans celle-ci, sont obligées dans toutes leurs actions d'agir en accord commun. Au cas où la Centrale Syndicale (G. G. T.) entre dans l'Internationale Rouge, aucune autre organisation séparée de ce pays ne peut y adhérer. Les organisations révolutionnaires sympathisantes au C. I. O. doivent obligatoirement faire partie de la Centrale Syndicale de leur pays.

## VII. Les ressources de l'I. S. R.

1. — Les partisans de l'I. S. R. qui font partie des minorités des syndicats non adhérents à l'I. S. R. payent une cotisation mensuelle sous forme de timbres de propagande.

2. — La Centrale Nationale de l'opposition prélève dans chaque pays respectif ses cotisations.

3. — 5 % de la somme totale de ces cotisations sont envoyés au Bureau Exécutif de l'I. S. R.

4. — Les centrales nationales et les organisations adhérentes à l'I. S. R. versent 1 % de toutes les cotisations prélevées aux caisses locales.

## VIII. Caisse internationale de solidarité et de lutte

La caisse internationale de solidarité et de lutte est constituée par les sommes que versent les organisations adhérentes à l'I. S. R., se montant à 1 % de toutes les recettes.

La caisse est alimentée également par le produit des collectes bénévoles.

## IX. La liaison avec les Fédérations internationales d'industrie et de métier

L'I. S. R. englobe dans sa composition non seulement les centrales intersyndicales par pays, mais encore les fédérations internationales de métier et d'industrie et les comités internationaux de propagande. Les fédérations internationales de métier et d'industrie sont en rapport avec l'I. S. R. par l'envoi de représentants au congrès internationaux et au Conseil Central de l'I. S. R. Toutes les fédérations internationales travaillent avec l'active participation et sous le contrôle et la direction immédiate du Bureau Exécutif de l'I. S. R. Les conférences et congrès organisés par les comités sont convoqués par accord préalable avec le Bureau Exécutif de l'I. S. R.

## X. La liaison avec l'Internationale communiste

Pour coordonner les efforts entre toutes les organisations révolutionnaires, le Bureau Exécutif peut éventuellement : 1° conclure des accords avec le Comité Exécutif de la 3<sup>e</sup> Internationale Communiste; 2° organiser des séances communes

avec le Comité exécutif de la 3<sup>e</sup> Internationale Communiste, pour la discussion des questions les plus importantes du mouvement et pour l'organisation internationale d'actions communes; 3° lancer des proclamations d'accord avec l'Internationale Communiste; 4° créer des Comités d'Action chaque fois que les circonstances l'exigent pour l'application des décisions communes et pour le temps nécessaire à cette application.

## XI. Radiation

Les organisations faisant partie de l'I. S. R. qui ne se conformeraient pas aux décisions des congrès et ne tiendraient pas compte des décisions de l'Exécutif peuvent être exclues par le Conseil Central. Les exclusions pour être valables doivent être décidées à la majorité des 2/3 des voix. Au cas où des transgressions auraient été commises par les organes dirigeants d'une organisation quelconque, le Conseil Central de l'I. S. R. doit s'adresser aux membres de cette organisation et proposer la tenue de conférences ou congrès spéciaux pour discuter le conflit existant entre leur organe dirigeant et l'Internationale Syndicale Rouge. Les questions d'exclusion ne sont mises à l'ordre du jour du Bureau Exécutif que lorsque la conférence nationale ou le congrès de l'organisation en cause se sont prononcés sur la question en litige.

L'organisation exclue a droit d'en appeler au congrès international qui confirme ou annule la décision du conseil central.

## XII. La structure organique

L'I. S. R. ayant comme tâches la direction de la lutte du prolétariat et l'information de ses membres sur la situation dans les autres pays, doit adapter son appareil à l'exécution de ces tâches.

Dans ce but le Conseil Central organise son mécanisme en formant des sections et des services selon la nécessité.

Pour le travail normal et l'établissement des liens étroits entre l'I. S. R. et les organisations ouvrières des autres pays qui entrent dans son sein, il est nécessaire que celles-ci envoient des rapports au Comité Central et que les membres du Comité Central parcourent périodiquement les pays les plus importants, surtout au moment où se produisent de forts conflits économiques.

### XIII. Revue. — Bulletin d'information

L'I. S. R. édite une revue en quatre langues : française, anglaise, allemande et russe et un bulletin dans les mêmes langues. En dehors de ces deux organes ayant pour but la direction morale et l'information systématique, le Conseil Central doit porter son attention sur le système des lettres circulaires et les tournées dans les organisations. Toutes les organisations adhérentes à l'I. S. R. doivent recevoir à leurs frais et diffuser parmi leurs membres un nombre correspondant d'exemplaires de l'organe central de l'I. S. R.

### XIV. Commission de contrôle

Le congrès de l'I. S. R. désigne une commission de contrôle, composée de cinq membres, et dont la tâche est de vérifier les dépenses et les recettes en rendant systématiquement compte de son activité aux congrès.

### 14° Commission de contrôle

Le siège de l'I. S. R. est fixé par le congrès. Le lieu et la date du congrès sont fixés par le conseil central.

### APPELS

#### Au Proletariat révolutionnaire de tous les pays

Au moment où le premier congrès international des syndicats rouges inaugurerait ses travaux, l'offensive capitaliste battait son plein et la terreur blanche sévissait dans un grand nombre de pays. De tous les coins du monde, de l'Europe, de l'Amérique et de l'Orient, nous parvenaient les cris d'angoisse de la classe ouvrière persécutée et meurtrie. 16 mois après, les mêmes échos douloureux nous arrivent. En Yougo-Slavie, en Roumanie, en Espagne, en Pologne, en Amérique, les prisons regorgent de militants ; des procès monstrueux livrent au bourreau ou au bûche les meilleurs défenseurs du prolétariat ; des centaines de camarades tombent assassinés par les sicaires du capitalisme. C'est particulièrement en Italie que le martyrologe de la classe ouvrière atteint les proportions les plus tragiques. Ses organisations sont saccagées et livrées aux flammes, la vie des éléments d'avant-garde est à la merci des bandes fascistes qui ont réussi, par un coup de force, à s'emparer du pouvoir.

En ouvrant ses travaux, le 2<sup>e</sup> congrès de l'Internationale Syndicale Rouge consacre un souvenir ému à ceux qui sont tombés pour la cause de l'émancipation prolétarienne. Il envoie un salut fraternel à tous ceux qui gémissent dans les geôles capitalistes. Il les assure de sa solidarité et s'engage à faire tout son possible, par une action efficace, pour les rendre à la vie de combat.

Le congrès affirme, en outre, la volonté inébranlable du prolétariat révolutionnaire de poursuivre jusqu'au bout la lutte pour la destruction de tout l'appareil de la domination bourgeoise. La terreur blanche, qui sévit, à l'heure actuelle, dans un grand nombre de pays, est une preuve, non de la vitalité de la classe capitaliste, mais de sa fai-

blesse. Elle sent bien que sa fin approche, et par des mesures répressives essaye d'endiguer la marche de la classe ouvrière vers sa libération définitive. Mais le prolétariat brisant tous les obstacles, poursuivra sa marche irrésistible vers le communisme. Ni la prison, ni l'exil, ni la mort ne peuvent l'arrêter. Tout en exprimant sa foi profonde dans l'avenir du prolétariat, le 2<sup>e</sup> congrès de l'Internationale Syndicale Rouge invite les ouvriers révolutionnaires de tous les pays à se grouper autour de son drapeau pour organiser l'assaut définitif de la forteresse capitaliste.

Vive l'Internationale Syndicale Rouge!

Vive la Révolution mondiale!

### Résolution de protestation contre les atrocités turques

Après avoir entendu le rapport de deux ouvriers révolutionnaires échappés des prisons turques, le 2<sup>e</sup> congrès de l'I. S. R. proteste énergiquement contre les révoltantes et cyniques persécutions encourues en Turquie par les ouvriers révolutionnaires. La lutte du peuple turc contre l'impérialisme jouissait jusqu'à présent des sympathies profondes des millions de travailleurs de tous les pays. Les persécutions stupides et criminelles dirigées contre la partie la plus active et la plus révolutionnaire du peuple turc ne peut que provoquer une indignation profonde au cœur de tous les ouvriers révolutionnaires, véritables amis des peuples opprimés et déshérités. Le gouvernement turc qui croit pouvoir arracher à la classe ouvrière, à l'aide des prisons et des tortures, ses éléments les plus dévoués et les plus révolutionnaires, marche sur les pas d'Abdoul Hamid. Un sort semblable l'attend.

A bas les persécutions et la barbarie!

Vivent les prolétaires révolutionnaires de Turquie!

Vive la lutte révolutionnaire des travailleurs contre l'impérialisme mondial!

### Au 2<sup>e</sup> Congrès national des Syndicats Esthoniens

Camarades,

Le 2<sup>e</sup> congrès de l'Internationale Syndicale Rouge envoie un ardent salut et des souhaits de succès à son membre, la Centrale Syndicale d'Esthonie.

Bien que subissant les attaques de votre bourgeoisie de nouvelle formation et de vos barons, travaillant dans des

conditions difficiles, presque clandestinement, vous avez courageusement saisi entre vos mains le drapeau de l'I. S. R. et vous le défendez inlassablement. Votre voie est épineuse et remplie d'épreuves, de dangers mortels. Mais sachez bien que la force de la solidarité internationale des ouvriers révolutionnaires du monde entier est derrière vous. Nous sommes heureux de suivre votre action héroïque pour l'affranchissement de la classe ouvrière du joug capitaliste.

Vive la Section Esthonienne de l'Internationale Syndicale Rouge!

### Télégramme aux Mineurs grévistes de la Bohême du Nord

Le 2<sup>e</sup> congrès international des syndicats révolutionnaires exprime aux mineurs grévistes de la Bohême du Nord son ardente sympathie et leur souhaite plein succès.

### Télégramme au Comité national de l'Union des chômeurs anglais

Camarades,

Les délégués de l'Internationale Syndicale Rouge, réunis au 2<sup>e</sup> congrès mondial, vous envoient leur salut fraternel.

Nous suivons attentivement les actives protestations de votre organisation contre l'offensive impitoyable du Capital britannique. Nous sommes heureux de voir que votre organisation mène une vraie lutte sur le terrain du chômage et nous félicitons vos adhérents du succès de vos démonstrations.

Les leaders jaunes d'Amsterdam devront comprendre que les ouvriers sont décidés à ne plus se laisser leurrer par leurs éloquentes promesses. Vous voudrez bien transmettre à tous les camarades qui prennent part à la « campagne d'endurance » notre joie de voir le succès de leur cause.

### A tous les Anarcho-Syndicalistes

Le 2<sup>e</sup> congrès de l'Internationale Syndicale Rouge, ayant adopté la proposition de la C. G. T. U. de France sur les relations réciproques entre l'Internationale Communiste et

L'Internationale Syndicale Rouge, adresse un ardent appel à tous les ouvriers adhérant aux organisations anarcho-sindicalistes pour qu'ils envisagent la question de leur adhésion immédiate à l'unique centre du mouvement syndical mondial, à l'I. S. R. Le 2<sup>e</sup> congrès demande à la conférence des anarcho-sindicalistes convoquée à Berlin, pour le 25 décembre, de renoncer à toutes les tentatives de scission du mouvement syndical révolutionnaire mondial et de s'affilier à l'I. S. R.

Le congrès est persuadé que tous les révolutionnaires sincères, que tous les ouvriers sans distinction de tendance politique, désirant véritablement le renversement de la bourgeoisie et l'instauration du pouvoir du Travail, adhéreront à l'I. S. R. conjointement avec leurs leaders, si ceux-ci se rallient à l'adhésion, et malgré eux, s'ils veulent barrer le chemin à la création d'un mouvement syndical international, révolutionnaire et unique.

### Au 3<sup>e</sup> Congrès des Syndicats Hindous à Lahore

Le 2<sup>e</sup> congrès de l'I. S. R. qui tient ses assises à Moscou, et qui groupe le mouvement syndical révolutionnaire du monde entier, envoie son salut fraternel et ses vœux de travail fructueux au 3<sup>e</sup> congrès des syndicats hindous, à Lahore. Les prolétaires de tous pays mettent en garde leurs frères hindous contre les tentatives de la bourgeoisie de mettre la main sur des syndicats de leur pays. Tout en luttant contre les exploiters étrangers, ne perdez pas de vue vos exploiters nationaux qui cherchent à obscurcir votre conscience de classe à l'aide des mots d'ordre nationalistes. La lutte de classe consécutive constitue le meilleur moyen d'affranchir le Travail du pouvoir du Capital étranger et national.

### Résolution de protestation contre les persécutions encourues par les Syndicats hongrois

Les prolétaires de tous les pays admirent la lutte héroïque des ouvriers hongrois contre leurs oppresseurs. La bourgeoisie a porté des coups terribles au prolétariat hongrois après la chute des Soviets de Hongrie. Les ouvriers hongrois ont compté beaucoup de victimes dans leurs rangs. Ils ont perdu leurs militants les plus dévoués.

Les ouvriers syndiqués n'ont pas cessé de résister opiniâtrement pendant toute la période de la contre-révolution hongroise. Malgré toutes les persécutions, ils ont su conserver leurs vieux syndicats et même pousser plus avant leur développement. Les ouvriers hongrois luttent courageusement contre l'offensive capitaliste en lui opposant une résistance acharnée. Les syndicats ouvriers sont actuellement en Hongrie le seul foyer concentrant les forces révolutionnaires et les menant à la bataille. Le mouvement syndical hongrois se développe rapidement, et c'est pour cette raison que le gouvernement Horty organise toute une campagne contre lui ; l'organisation des syndicats est interdite par le gouvernement, la création de groupes locaux n'est pas admise ; les syndicats locaux existants sont fermés. Le congrès des syndicats agricoles a été interdit ; ces jours derniers, le gouvernement Horty a annoncé une loi dirigée contre les syndicats. On a l'intention de promulguer une loi protégeant les briseurs de grève et une autre loi mettant les syndicats à la merci de l'arbitraire de la police et des autres organes gouvernementaux. Sous prétexte de sûreté politique, le gouvernement veut s'arroger le droit de dissoudre des syndicats et de confisquer leurs biens.

Le 2<sup>e</sup> congrès de l'Internationale Syndicale Rouge proteste contre ces crimes du gouvernement Horty. Réunis en congrès, les délégués des ouvriers révolutionnaires du monde entier expriment leur espoir que le prolétariat hongrois saura résister à cette offensive contre ses syndicats ouvriers. Le congrès assure le prolétariat hongrois de la solidarité du prolétariat révolutionnaire du monde entier.

Vive le prolétariat révolutionnaire de Hongrie !

### Message au Congrès des Comités de fabrique et d'usine à Berlin

Chers Camarades,

C'est avec une attention soutenue que nous suivons votre mouvement. Vous vous êtes réunis en congrès à un moment difficile, pour montrer au prolétariat allemand la voie dans laquelle il doit s'engager pour se libérer de la misère et de la famine. Le capital renforce de jour en jour davantage

son offensive. Son principal effort est maintenant dirigé contre la journée de huit heures. Les dirigeants social-démocrates et la bureaucratie syndicale prêtent leur aide active ou passive au Capital. Ils sabotent l'œuvre de la résistance prolétarienne ; plus que cela, — ils consomment la scission syndicale dans l'intérêt du capital. Le moment actuel dicte la création d'un front prolétarien compact pour la défense de la journée de huit heures, pour assurer l'existence de la classe ouvrière, pour le contrôle ouvrier sur la production, pour la résistance au fascisme allemand à l'aide de la création d'organes de résistance ouvrière. Se conformant aux nécessités du moment actuel, le 4<sup>e</sup> congrès mondial de l'Internationale Communiste et le 2<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale Syndicale Rouge adressent une lettre ouverte aux Internationales 2 et 2½ et à l'Internationale d'Amsterdam, ainsi qu'aux partis et syndicats adhérents, pour les inviter à participer à une offensive générale pour la défense des revendications exposées plus haut.

Poursuivez opiniâtement, sans ménager vos forces, l'œuvre commencée.

Le mouvement des comités de fabrique et d'usine doit devenir le foyer autour duquel se grouperont les forces ouvrières en vue de la lutte défensive. Il doit organiser et mener largement cette lutte défensive. Si vous réussissez, malgré tous les obstacles, à établir un front unique, vous aurez créé la condition primordiale d'une résistance favorable et même du passage à l'offensive.

Nous, délégués des ouvriers révolutionnaires du monde entier, réunis en congrès, nous vous souhaitons des succès décisifs et vous envoyons notre chaleureux salut fraternel.

Le 4<sup>e</sup> congrès de l'Internationale Communiste et le  
2<sup>e</sup> congrès de l'Internationale Syndicale Rouge.

Moscou, le 22 novembre 1922.

### A la minorité révolutionnaire de l'Union générale des travailleurs (Espagne)

Informé de l'action scissionniste et des provocations réformistes, ainsi que de regrettables événements qui s'en sont suivis, le congrès de l'Internationale Syndicale Rouge exprime à la minorité révolutionnaire de l'Union Générale des Travailleurs ses sentiments de sympathie et de solidarité.

### Résolution sur les Sociétés coopératives de production (ghildes de construction, etc...)

1. — Les syndicats révolutionnaires doivent lutter énergiquement contre les falsifications et les altérations de la socialisation, celle-ci constituant l'un des chaînons principaux de la lutte générale de la classe ouvrière pour la conquête du pouvoir politique et économique. Le mouvement des « sociétés coopératives de production » (associations syndicales de construction, etc.) qui auraient pour but, suivant les leaders réformistes des syndicats, de résoudre partiellement et graduellement à l'aide de l'action coopérative, (cotisations spéciales affectées à la socialisation), le problème de la socialisation dans le cadre du capitalisme, n'aboutissent qu'à semer tout au plus des illusions dangereuses.

2. — Repoussant toute collaboration économique, avec la bourgeoisie, dénonçant tous les dangers de cette collaboration pour la classe ouvrière, les syndicats révolutionnaires doivent s'opposer à ce que les syndicats, organes de lutte du prolétariat, soient détournés de la lutte directe et effective pour la socialisation, d'autant plus que les résultats réels du mouvement en cause (ghildes de construction, etc.) sont insignifiants au point de vue absolu et relatif, dans le cadre du régime capitaliste.

3. — L'expérience a montré que les réformistes ne peuvent, tout au plus, qu'engendrer, au détriment des ressources et des forces matérielles des organes syndicaux de lutte, des formations économiques commanditaires qui se perdent noyées dans le système général de l'économie capitaliste, formations qui sont des foyers de la concurrence et de l'égoïsme petit bourgeois.

4. — Le congrès constate que la bourgeoisie internationale manifeste un intérêt tout particulier à l'égard de ce mouvement (sollicitations dont furent l'objet les syndicats réformistes allemands et français, invités à participer à la reconstruction des régions dévastées en France) et que, d'autre part, la faillite du réformisme s'y révèle éloquentement. Ce mouvement a montré combien illusoire sont à une époque de décadence capitaliste les tentatives d'améliorer par de tels moyens la situation de la classe ouvrière. Les syndicats révolutionnaires estiment que leurs tâches fonda-



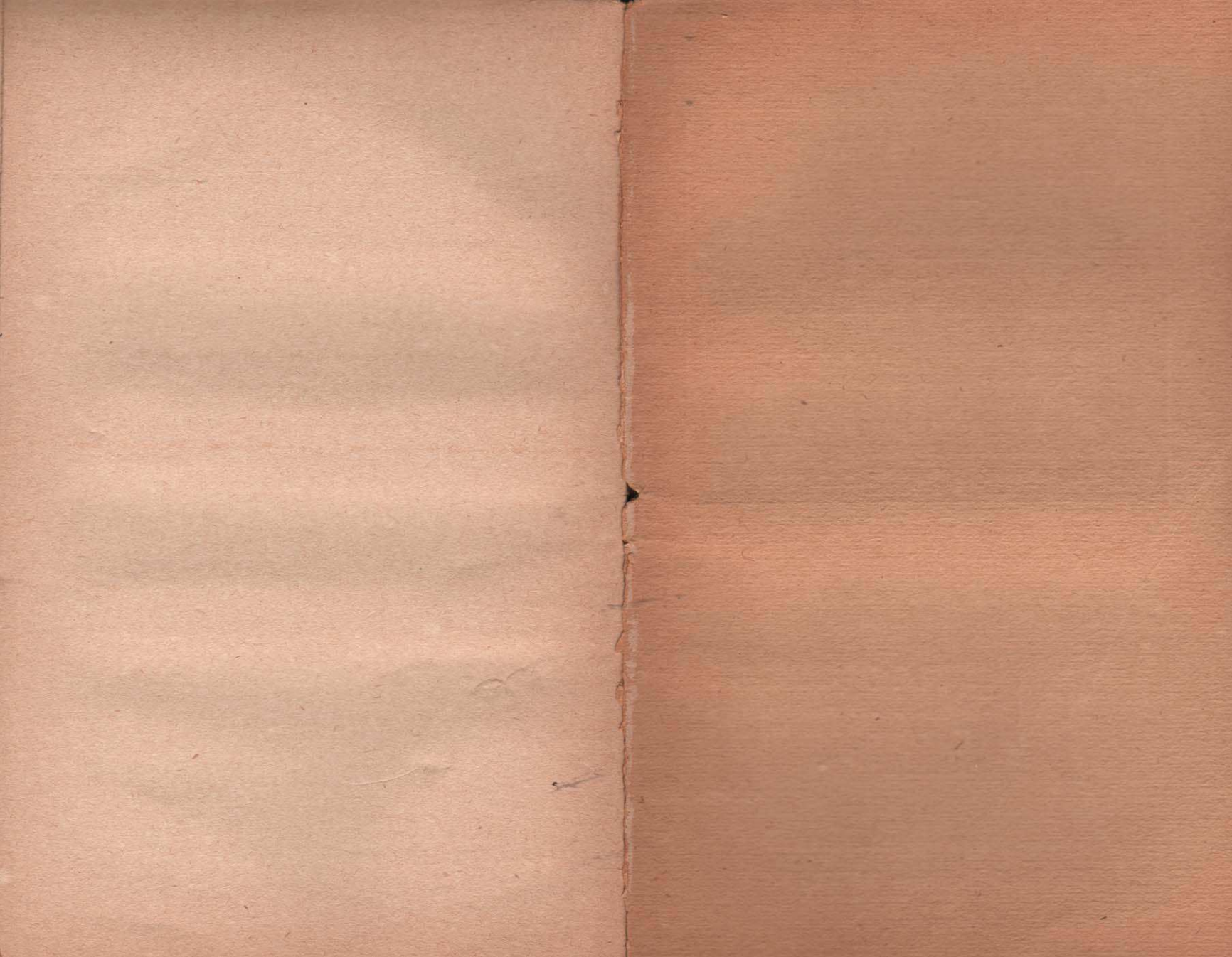
mentales consistent à diriger la lutte du prolétariat pour le passage de tous les instruments du travail aux mains de l'Etat ouvrier. Ce résultat ne peut être atteint que grâce à une action quotidienne tenant à attirer les masses dans le mouvement de classe pour les intérêts quotidiens et le but final du prolétariat.

### De l'activité commerciale et coopérative des Syndicats

1. — Le congrès estime qu'il est nuisible et non conforme au but, du point de vue des intérêts du mouvement syndical révolutionnaire, de compliquer le travail des organes syndicaux en les chargeant des tâches propres à la coopération de consommation, comme cela a eu lieu, par exemple, en Allemagne et dans d'autres pays, au cours de ces temps derniers.

2. — Les syndicats ont pour tâche d'aider et d'utiliser la coopération ouvrière et non d'absorber ses fonctions économiques, ce qui aurait pour résultat de détourner les organisations de lutte du prolétariat de leurs tâches immédiates. Cette tendance est d'autant moins admissible dans les syndicats révolutionnaires que l'expérience acquise jusqu'à présent, en particulier en Allemagne, où l'activité commerciale directe de la Centrale Syndicale Allemande l'a amenée à toucher des subsides de l'Etat bourgeois, montre que cette tendance a pour conséquence de renforcer encore davantage la dépendance des syndicats réformistes vis-à-vis de la bourgeoisie.





## PETITE BIBLIOTHÈQUE DE L'INTERNATIONALE SYNDICALE ROUGE

- I. - Résolutions et Statuts adoptés au premier Congrès des Syndicats révolutionnaires. Moscou, 3-19 juillet 1921.  
Une forte brochure.. .. Fr. 2 »
- II. - Programme d'action de l'Internationale Syndicale Rouge, par A. Lozovsky.  
Un volume de 144 pages.. .. Fr. 2 50
- III. - Les Syndicats Russes et la nouvelle Politique, par A. Lozovsky.  
Une brochure de 64 pages.. .. Fr. 0 50
- IV. - Les Syndicats et la Révolution, par A. Lozovsky.  
Une brochure de 64 pages.. .. Fr. 0 50

## L'INTERNATIONALE SYNDICALE ROUGE

*Revue mensuelle publiée par le Bureau Exécutif de l'I. S. R.*

Abonnements	}	France.. .. 6 mois	Fr. 15 »
		— .. .. Un an	Fr. 30 »
		Extérieur.. .. 6 mois	Fr. 18 »
		— .. .. Un an	Fr. 36 »

Adresser Abonnements et Commandes :

144, Rue Pelleport — PARIS - 20<sup>e</sup>